

LA « CLASSE MOYENNE » DANS L'IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT

Andrée Noiseux

Thèse soumise à la

Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise
Mondialisation et développement international (M.A.)

École de développement international et mondialisation

Faculté des sciences sociales

Université d'Ottawa

septembre 2011

© Andrée Noiseux, Ottawa, Canada, 2012

Résumé

Le but de cette thèse est de comprendre le rôle que l'idée de la classe moyenne joue dans l'idéologie du développement, plus particulièrement dans le contexte de l'Amérique latine. En examinant la théorie du développement, les analyses de classes marxistes et wébériennes, la théorie de la modernisation et l'approche de la dépendance, cette thèse considère si le concept de la classe moyenne masque les iniquités économiques et divise la classe non capitaliste, permettant de maintenir une société capitaliste qui profite démesurément à une petite élite. Plutôt que de délimiter la classe moyenne de façon qualitative ou quantitative, cette thèse la définit comme concept idéologique utilisant l'approche marxiste de matérialisme historique. Cette thèse trouve que l'idée de la classe moyenne est un concept fondamental dans la justification idéologique du capitalisme; le conflit entre les travailleurs et les capitalistes est masqué par le « conflit » entre la classe ouvrière et la classe moyenne qui recentre l'attention sur des relations de consommation plutôt que sur les rapports aux moyens de production. La thèse illustre ces concepts avec une étude de cas du développement de la classe moyenne et de la séparation légale des *empleados* (employés de bureau/cols blancs) et des *obreros* (les ouvriers/cols bleus) au Pérou au début du 20^e siècle.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de thèse, Professeure Susan Spronk pour sa disponibilité, son encadrement, ses commentaires constructifs et son encouragement qui ont rendu agréable le défi d'écrire une thèse.

Je remercie aussi le Professeur François Fortier et la Professeure Thi Thu Trang Tran pour leurs commentaires réfléchis et leurs différentes perspectives.

Finalement, un merci tout spécial à mère (Michelle Noiseux) qui a révisé ma grammaire et mes structures de phrases et aux proches qui m'ont encouragée tout au long.

Table des matières

INTRODUCTION	1
Le concept du développement et sa relation avec le capitalisme	6
La naturalisation du développement	6
L'origine coloniale du concept de développement	9
Le concept de développement à l'époque de la décolonisation.....	10
Le concept du développement et le néolibéralisme	12
L'évolution à une vision multilinéaire du développement chez Marx	15
 CHAPITRE 1.....	 19
Théories de classes marxiste et wébérienne	19
L'analyse de classes marxiste	20
La composition d'une classe.....	20
L'exploitation dans l'analyse de classe marxiste.....	22
La question du genre et de l'ethnicité dans l'approche historique matérialiste.....	23
L'analyse de classes wébérienne	25
La composition d'une classe.....	25
La « nouvelle classe moyenne »	27
Délimiter une « nouvelle classe moyenne »	29
Comparaison de la « nouvelle classe moyenne » dans les analyses des concepts de classes néo-marxiste et wébérienne	31
Critiques de la « nouvelle classe moyenne » selon l'analyse de classe marxiste	32
Les rôles de la classe moyenne : la stabilisation, l'émancipation et la pacification	34
Conclusion.....	36
 CHAPITRE 2.....	 39
Le germe de la théorie de la modernisation	41
La théorie de la modernisation.....	44
Le rôle de la classe moyenne dans la théorie de la modernisation	45
L'approche de la dépendance.....	48

L'approche de la dépendance : Cardoso et Faletto	50
Cardoso, Faletto et la classe moyenne	52
Certaines critiques de l'approche de la dépendance	55
Conclusion	57
 CHAPITRE 3.....	59
La classe moyenne en Amérique latine	62
L'évolution du concept de classe	64
Historique du concept de la classe moyenne au Pérou	65
La loi des <i>empleados</i>	68
L'impact de la loi des empleados.....	70
Perte de faveur de la loi des empleados	71
Liens avec la critique marxiste : « diviser pour régner »	72
Conclusion	75
 CONCLUSION.....	77
 BIBLIOGRAPHIE	84

INTRODUCTION

Le concept de la classe moyenne suscite des images très divergentes. À un extrême, au début du 20^e siècle, Robert Rives La Monte proclame que « ... in the middle stand the people who lick the hands of those who beat you in the face and suck the blood of those whose faces are beaten. That's the middle! » (cité dans Johnson, 2003, p. 3). Comparativement, la revue néolibérale *The Economist* estime qu'on fonde de grands espoirs sur la classe moyenne : on s'attend à ce qu'elle établisse des démocraties et qu'elle soit le pilier de l'économie de marché. De nos jours, on s'attend à ce que la classe moyenne nous sorte de la plus grande crise économique depuis les années 1930, particulièrement dans les pays sous-développés. Par exemple, la Banque mondiale estime que le potentiel de consommation inexploité de la classe moyenne grandissante des pays émergents sera un nouveau moteur économique (cité dans *Burgeoning Bourgeoisie*, 2009).

L'existence d'une classe moyenne est souvent perçue comme étant la preuve d'une société équilibrée (Adamovsky, 2005, p. 333). De même, la supposition la plus commune dans le domaine du développement c'est que les classes moyennes sont le résultat ultime de la modernisation et de la croissance économique. Comme le veut cette présomption, les classes moyennes apparaissent et grandissent en nombre lorsque les pays surpassent graduellement leur passé agraire et deviennent urbanisés et industrialisés (Davis, 2004, p. 1). Toutefois, Adamovsky, un historien de la pensée économique, estime qu'on ne doit pas tenir pour acquis qu'une société comprenne une classe moyenne. De même, le simple fait de distinguer des groupes sociaux sous-entend certaines hypothèses sur le fonctionnement de la société (Adamovsky, 2005, p. 304). Semblablement, Parker (un historien étudiant la classe moyenne au Pérou) soutient que lorsque

des gens s'identifient comme étant membres d'une classe sociale particulière, ils font des choix idéologiques importants, rattachés à des suppositions sur la nature de la société et leur place au sein d'elle. Les idées de classes sont des concepts inventés afin de servir un but idéologique (Parker, 1998, p. 10).

Cette thèse a comme but d'analyser le rôle de l'idée de la classe moyenne dans l'idéologie du développement dans le contexte de l'Amérique latine. La classe moyenne est un terme qui n'est pas facilement défini, car elle est peu étudiée et sa définition dépend grandement de l'approche théorique adoptée. La définition de la classe moyenne qu'adopte cette thèse a été influencée par l'analyse d'Adamovsky, qui peut être considérée comme marxiste, même si ceci n'est pas indiqué de façon explicite. Adamovsky maintient que le concept de la classe moyenne est un élément typique d'idéologies élitistes qui apparaissent lorsque des catégories sociales mobiles semblent menacer l'autorité de l'élite. Par conséquent, le concept de la classe moyenne reste toujours malléable, permettant de surnommer un groupe la « classe moyenne » afin de remplir un vide dans une société n'ayant pas de milieu. D'après l'analyse d'Adamovsky, on ne détermine pas l'appartenance à la classe moyenne selon le statut, le revenu, la scolarité, ou autres critères subjectifs, mais plutôt « ... the delimitation of the 'middle' of society depends on the question of who must be brought in in order to keep whom out » (Adamovsky, 2005, p. 329). L'idée de la classe moyenne permet l'acceptation de certains reproches des iniquités au sein d'une société (tout en maintenant une société inéquitable), car elle représente la modération d'une société : modération étant définie comme l'acceptation du statu quo et l'acquiescement en ce qui concerne les droits et les privilèges établis des autres (Adamovsky, 2005, p. 332-333). Pour récapituler, la classe moyenne est un terme qui permet de diviser la classe populaire afin de maintenir le statu quo à l'avantage de l'élite.

Dans le domaine du développement influencé par la théorie de la modernisation, l'image d'une société développée et moderne est celle d'une société ayant une classe moyenne. Cette société est perçue comme étant plus égalitaire dans un contexte capitaliste; par conséquent, afin d'éradiquer l'exclusion et l'iniquité sociales, on estime qu'une société doit avoir une classe moyenne considérable et solide. Dans cette thèse, le « développement » auquel je me réfère est le développement tel que défini par Gilbert Rist :

Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale, obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable (2007, p. 34).

Cette définition post développementaliste du développement rappelle une approche marxiste par sa critique de la marchandisation (et la subséquente destruction) de la nature et des relations sociales. Le développement n'est qu'une façon d'augmenter la quantité démesurée d'énergie à la disposition des privilégiés en exploitant l'environnement et les relations sociales (telles que les classes) (Rist, 2007, p. 436).

L'Amérique latine sert de région d'intérêt, car comme l'explique Parker, aucune classe n'a créé autant de controverse que la classe moyenne et ceci est particulièrement vrai pour l'Amérique latine. À un temps, l'idée qu'il n'y avait pas de vraie classe moyenne dans la région était très répandue. Plus tard, on estime qu'une classe moyenne croissante serait déterminante dans le développement et la démocratisation de l'Amérique latine (Parker, 1998, p. ix). L'Amérique latine est aussi un cas intéressant, car malgré l'apparition d'une classe moyenne en Amérique latine (débutant vers les années 1920), la région reste la plus inéquitable au monde,

selon la distribution des ressources au sein des sociétés latino-américaines. Les premiers 5 % de l'échelle de revenu latino-américain ont deux fois plus de richesse que leur équivalent à l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques), tandis que ceux au bas de cette échelle ont la moitié de ce qu'ils auraient dans les pays de l'OCDE. L'indice de Gini pour les derniers 90 % de la population latino-américaine est comparable aux pays ayant un niveau semblable de développement; c'est la concentration de la richesse au haut qui distingue l'Amérique latine (Hoffman et Centeno, 2003, p. 365-366). D'après Hoffman et Centeno :

Latin Americans live worse than they need to. The correlation between the GDP and the UNDP's Human Development Index declines when the Latin American Countries are added to a sample, indicating that living standards are worse than the national incomes would predict... misery for large parts of the population does not necessarily stem from poverty in and of itself but from the consequences of radically asymmetrical distribution (2003, p. 365).

Les politiques néolibérales des dernières décennies ont contribué à la croissance des iniquités en Amérique latine. Selon Hoffman et Centeno, une tendance claire et presque universelle dans les dernières années au travers de la région est l'érosion de la classe moyenne; les classes ouvrières et moyennes vivent des déclinés importants en ce qui concerne la prospérité. Lors des années 1980, les deuxième et troisième quartiles de la population latino-américaine vivent des déclinés majeurs de leur revenu, perdant jusqu'à 30 % de celui-ci dans certains cas. Le cas de l'Argentine est le plus frappant : en 1970, seulement 3 % de la population de Buenos Aires est considérée comme pauvre, mais par 1990 ce nombre grimpe à 20 %. Par la fin du 20^e siècle, certaines sources indiquent que la moitié de la population de Buenos Aires peut être considérée comme pauvre (Hoffman et Centeno, 2003, p. 367 et 369). Je cite ces statistiques,

car si l'on vit dans une société capitaliste, une classe moyenne est importante afin de répartir plus équitablement, en terme wébérien, les *life chances*. Toutefois, la présence d'une classe moyenne et d'un niveau d'iniquité important en Amérique latine suggère que la classe moyenne aide plutôt à créer l'*illusion* d'un plus haut taux d'égalité.

En présumant que la classe moyenne est une construction sociale qui permet de maintenir une société inéquitable profitant à une minorité, cette thèse analysera le rôle de l'idée de la classe moyenne dans le développement de l'Amérique latine. La question principale qui sera étudiée est la suivante : quel rôle joue le concept de la classe moyenne dans l'idéologie du développement? Je me concentrerai sur cette question dans le contexte de l'Amérique latine, car c'est dans cette région qu'on relève les critiques du développement parmi les plus importantes, telles que l'approche de la dépendance avancée par, entre autres, Cardoso et Faletto. En lien avec cette problématique, d'autres questions abordées seront : est-ce que l'idée de la classe moyenne est une façon de diviser la classe populaire afin d'empêcher la solidarité entre travailleurs? Comment l'idée de la classe moyenne influence-t-elle la conception de classes sociales et du développement en Amérique latine? Quelle est l'importance politique et symbolique de la classe moyenne en Amérique latine? Afin de répondre à ces questions, cette thèse étudiera les grandes théories de classe qui sont à la base de la discipline du développement sociologique marxiste et wébérien, la théorie de la modernisation, l'approche de la dépendance, la classe moyenne en Amérique latine et le cas de la classe moyenne au Pérou.

Dans cette introduction, je discuterai du rôle du capitalisme dans le concept du développement tel que décrit par Rist. Afin d'accomplir cette tâche, j'analyserai la perception du développement comme étant quelque chose de naturel et inévitable. Ensuite, j'examinerai l'origine coloniale du développement suivi des transitions dans le concept du développement à

l'époque de la décolonisation. J'observerai aussi le changement d'un développement plutôt étatique à un développement néolibéral. Finalement, je terminerai en illustrant pourquoi cette thèse adopte une approche marxiste et comment cette approche permet de mieux critiquer le « développement », particulièrement dans sa version capitaliste.

Le concept du développement et sa relation avec le capitalisme

La naturalisation du développement

Comme indiqué dans la citation ci-dessus, Rist décrit le développement comme étant l'augmentation de la production de marchandises qui transforme et détruit l'environnement et les rapports sociaux. Dans l'usage populaire, le terme développement fait allusion au progrès humain par l'entremise de l'éducation, de la croissance économique et de la démocratie. Comparativement, la définition de Rist fait le lien entre le développement et le capitalisme, un lien peu fréquemment soulevé ou critiqué.

Rist décortique cette naturalisation de l'idée du « développement » comme progrès et comme étant inné dans la nature humaine. Il soutient que cette signification du développement a approprié le langage scientifique et l'a appliqué à la croissance économique, faisant du développement un dogme qui ne peut être contesté. D'après Rist, le terme « développement » a prévalu au-delà d'autres termes tels que « modernisation » et « occidentalisation », car il existe une longue histoire dans la pensée occidentale de conceptualiser l'Histoire comme étant propulsée par un genre de « nature ». Parallèlement, la signification positive du développement est liée à la métaphore biologique selon laquelle tout doit croître ou se développer. Selon Rist, le concept de développement est devenu presque un synonyme avec la vie, grâce à la transposition

d'une vérité valable en terme biologique aux sciences sociales (Rist, 2006, p. 73). Les économistes classiques, tels qu'Adam Smith :

... s'inspirent largement du vocabulaire de la physique mécaniste qui prévalait à l'époque.

D'où les notions de force, de flux, d'équilibre, de balance, de masse, d'élasticité, etc. pour établir des « lois » comparables à celles de la nature... naturalisant les phénomènes sociaux... pour couper à court toute contestation (Rist, 2007, p. 429).

Le terme « développement » attribue un phénomène social à un phénomène naturel, comme si ce qui vrai pour un l'est nécessairement pour l'autre (Rist, 2007, p. 57).

Depuis l'époque d'Adam Smith, le grand économiste politique du 18^e siècle, la prémisse implicite de la pensée économique occidentale est que la vie sociale est déjà imprégnée et même dominée par les relations du marché (Leys, 1996, p. 94). C'est Smith qui a premièrement défini le modèle de commercialisation. Wood décrit ce modèle du développement économique comme étant la façon la plus commune d'expliquer l'origine du capitalisme : c'est-à-dire, supposer que son développement est le résultat naturel de pratiques humaines qui sont presque aussi vieilles que les humains mêmes, nécessitant seulement la suppression d'obstacles externes qui empêchaient son exécution (Wood, 2002, p. 11).

Conformément à la tradition des économistes classiques d'attribuer à un phénomène social un phénomène naturel, Rist utilise le concept d'entropie afin d'expliquer le développement capitaliste. D'après cette théorie, toute production d'énergie et de matière mène à une destruction correspondante. Selon Rist, ceci fait allusion à la nature destructive du développement capitaliste. Certaines notions scientifiques sont plus propices au développement capitaliste que d'autres. Par exemple, si la rareté est « naturelle » (plutôt que socialement construite par le

système de marché combiné avec les régulations de propriété privée) et que les humains ont des besoins illimités, la croissance sans limite est nécessaire pour satisfaire à ces besoins, et donc la division de la main-d'œuvre et de l'échange du marché est mieux adaptée à l'augmentation de la production (Rist, 2006, p. 88-89).

Rist décrit le développement comme étant seulement la partie visible de quelque chose d'encore plus grand. Critiquer le développement sous-entend questionner les opinions préconçues de l'économie, la raison d'être de la croissance économique, la preuve des besoins humains illimités, la vertu de la concurrence, la main invisible du marché, la supposition que plus est toujours mieux, etc. (Rist, 2006, p. 75). C'est pour cette raison que Rist estime que la notion de développement (comme principe de croissance économique) est une des « vérités » qui concorde de près avec la définition de religion par Émile Durkheim. Selon Durkheim, la religion sert à créer un sentiment d'unité d'un groupe. Elle ne présuppose pas l'existence d'un dieu ou d'une sphère surnaturelle; il y a donc des religions « laïques » ou « civiles » dont les fonctions sont semblables aux autres religions, regroupant ceux qui croient dans les mêmes valeurs. Tandis que les idéologies unissent ceux qui disent en tirer leurs opinions, elles restent sujettes à des débats. Dans les sociétés selon Durkheim, ce sont les religions qui unissent ceux qui professent différentes idéologies (Rist, 2006, p. 74). Donc, Rist perçoit le développement comme étant une croyance plutôt qu'une idéologie, car ceux professant diverses idéologies (socialiste, libéral, communiste, etc.) croient toujours que le développement est naturel et inévitable.

Le développement comme croyance permet de justifier les conséquences qui en découlent en se référant à certaines « vérités » indiscutables et largement partagées (Rist, 2007, p. 54). Rist considère que le « développement » est un mot plastique :

... la caractéristique d'un mot plastique est d'avoir appartenu d'abord à la langue courante, où il possède un sens clair et précis (le développement d'une équation), d'avoir été ensuite utilisé par la langue savante (le développement des espèces selon Darwin) et d'être aujourd'hui repris par la langue des technocrates dans un sens si extensif qu'il ne signifie plus rien, sinon ce que veut lui faire dire le locuteur individuel qui l'emploi (2007, p. 31).

Le « développement » est donc un terme qui a été approprié afin de justifier le capitalisme et ses conséquences. Tel que soutient Rist, « le piège se referme à partir du moment où l'on est contraint de penser avec les mots des autres » (2007, p. 422).

L'origine coloniale du concept de développement

Rist estime que c'est à la fin du 17^e siècle que le développement comme idéologie a ses débuts. Même si l'idée de développement existait auparavant, la croissance a longtemps été entravée par la perception qu'une limite fût nécessaire afin de se conformer aux lois de la nature ou de Dieu. Ceci change avec Leibniz qui avance la théorie d'un progrès infini (Rist, 2007, p. 74). Le concept de développement appliqué aux pays survient à l'ère coloniale. Toutefois, à cette époque le « développement » d'aujourd'hui était appelé le « progrès ». Au 19^e siècle, le développement (ou le « progrès ») est considéré une amélioration de l'être humain. Cette perception originellement européenne devient une nécessité universelle (McMichael, 2008, p. 25). Cowen et Shenton soutiennent que l'idée du développement a été inventée au 19^e siècle en Europe afin de gérer les problèmes de désordres sociaux par l'entremise de la tutelle. Donc, au 19^e siècle, l'idée du développement prend la forme de tutelle; ceux se considérant développés

estiment que leur devoir est de déterminer le processus de développement pour ceux qu'ils estiment moins développés (Cowen et Shenton, 1996, p. 60).

À l'époque coloniale, le « progrès » est une relation de pouvoir. Son objectif global est d'adapter les sujets coloniaux à la présence européenne ou de les marginaliser. Par exemple, puisque les autochtones d'Amérique et d'Australie ne « travaillent » pas la terre sur laquelle ils habitent, ils sont jugés ne pas avoir de droit de « propriété » (un concept européen dans lequel la propriété est privée et aliénable). La colonisation européenne des ressources naturelles convertit la terre, l'eau, les cultures et la nourriture en catégories économiques, ne tenant pas compte de leurs capacités régénératrices et interdépendances écologiques. Le développement (ou le progrès) est perçu comme étant le destin de l'humanité. Le désavantage systématique des non-Européens dans le développement apparemment naturel n'est pas reconnu, tout comme les exploits scientifiques, écologiques et moraux non européens sont ignorés par la culture occidentale (McMichael, 2008, p. 26-30).

Le concept de développement à l'époque de la décolonisation

La théorie du développement, telle que nous la connaissons aujourd'hui, survient dans le contexte de la décolonisation. Originellement, elle est simplement une théorie sur comment accélérer la croissance économique nationale des anciennes colonies dans un contexte international. Le but du développement est la croissance, et l'agent de ce développement est l'État et les instruments politiques macroéconomiques tels que les institutions établies par

Bretton Woods¹ (Leys, 1996, p. 7). Désireux de reconstruire le monde à la suite de la Deuxième Guerre mondiale afin d'étendre les marchés et les flux de matières premières, les États-Unis mènent un projet international inspiré par une vision du développement comme programme national devant se répliquer autour du monde (McMichael, 2008, p. 41).

Rist estime que le mot « développement » devient accepté internationalement lorsque le président américain Truman utilise ce terme dans son discours d'investiture en 1949 (2006, p. 74). Dans ce discours, Truman déclare que « We must embark on a bold new program for making the benefits of our scientific advances and industrial progress available for the improvement and growth of underdeveloped areas » (McMichael, 2008, p. 44). La proclamation de Truman confirme le nouveau paradigme de l'ère après-guerre : la division de l'humanité en régions développées et sous-développées. D'un jour à l'autre, plus de la moitié des pays du monde sont considérés « sous-développés ». Ce paradigme empreint l'autorité et le privilège des pays industrialisés dans la nouvelle structure institutionnelle de l'économie internationale d'après-guerre. Le pouvoir de ce nouveau paradigme de développement provient de sa capacité d'effacer ses racines coloniales en se présentant comme étant universel, naturel, inévitable et donc non discutable (McMichael, 2008, p. 45).

À cette époque, comme aujourd'hui, le « développement » est officiellement mesuré au niveau national par le produit intérieur brut (PIB) (McMichael, 2008, p. 20). La croissance économique comme unité de comparaison du développement reste problématique, car les indicateurs tels que le revenu par habitant ignorent les iniquités entre les groupes sociaux et les

¹ McMichael décrit Bretton Woods comme étant « ... the founding site of the international economic system established in 1944, to disperse long-term World Bank development project loans and short-term International Monetary Fund monies to correct national imbalances of payments » (2008, p. 332).

classes. De plus, les indicateurs globaux, tels que la croissance des niveaux de consommation, ne sont pas des enregistrements précis d'amélioration de qualité de vie : « In this way, poverty was used to define whole peoples, not according to what they are and want to be, but according to what they lack and are expected to become. Economic disdain had thus taken the place of colonial contempt » (McMichael, 2008, p. 48).

Le concept du développement et le néolibéralisme

L'État-nation devait être le cadre du projet de développement. McMichael définit l'État-nation comme étant une unité politique définie territorialement dans laquelle les organisations de l'État détiennent le monopole sur le pouvoir militaire et gouvernent les citoyens au nom du développement (2008, p. 341). Le projet de développement était premièrement formulé dans le contexte d'après-guerre par des économistes grandement influencés par les idées de Keynes d'intervention étatique dans l'économie nationale. Ils partageaient la philosophie de l'époque plus ou moins sociale-démocrate selon laquelle les problèmes économiques seraient réglés par des États bienveillants, possédant de réserves suffisantes de capital et de bonnes analyses économiques (Leys, 1996, p. 8).

Toutefois, avec la montée du néolibéralisme dans les années 1980, les contrôles nationaux et internationaux sur les mouvements de capitaux sont retranchés, réduisant dramatiquement le pouvoir de l'État dans la promotion du développement national (Leys, 1996, p. 7). Selon Leys, l'ère d'économies nationales et de stratégies économiques nationales est passée. Le capital étant libre de circuler où il veut, les États ne peuvent plus poursuivre des politiques économiques que les propriétaires du capital n'approuvent pas (Leys, 1996, p. 23).

Toutefois, Wood estime qu'il existe peu de preuve que le capital « mondial » d'aujourd'hui dépend moins de l'État-nation qu'auparavant. De plus, le capital mondial dépend des États-nations afin de maintenir des conditions favorables à l'accumulation du capital et à la navigation de l'économie mondiale :

It might, then, be more accurate to say that 'globalization' is characterized less by the decline of the nation state than by a growing contradiction between the global scope of capital and its persistent need for more local and national forms of 'extra-economic' support, a growing disparity between its economic reach and its political grasp (Wood, 2002, p. 177).

McMichael soutient que le projet de mondialisation succède le projet de développement², pas parce que le développement est mort, mais parce que ses coordonnées ont changé. Le développement, qui était auparavant un projet public, est redéfini comme étant un projet mondial et privé. Parmi les élites politiques et économiques, survient un consensus de redéfinir le développement en termes privés, mettant l'accent sur « trade not aid » (McMichael, 2008, p. 149 et 151).

Les politiques économiques nationales keynésiennes d'après-guerre sont donc remplacées par le néolibéralisme, influençant l'approche et la vision du développement. Selon McMichael, le néolibéralisme est une philosophie qui postule un intérêt économique individualiste qui justifie

² McMichael définit le *projet de mondialisation* comme « ... an emerging vision of the world and its resources as a globally organized and managed free trade/free enterprise economy pursued by a largely unaccountable political and economic elite » (2008, p. 338) et le *projet de développement* comme « ... an organized strategy of national economic growth, including an international system of alliances and assistance established within the competitive and militarized terms of the Cold War » (2008, p. 334).

l'élévation des principes du marché comme principes organisateur de la société, et où les intérêts privés l'emportent sur le bien public (2008, p. 341). Leys résume bien ce qui a permis la montée de l'approche néolibérale au développement :

What made possible the triumph of neo-liberalism in mainstream development thinking was material, not ideal: the radical transformation in both the structure and the management of the world economy that had begun in the 1960s, and which finally seemed to offer the possibility of creating for the first time in history a truly unified global capitalist economy [...] the 'development community' which was either part of the state apparatuses of these countries or depended critically on them for funding, was bound to come into line (1996, p. 19).

Ceux qui ne se conforment pas sont ignorés dans la normalisation de cette vision dominante du progrès, généralement représentée de façon pécuniaire. Les moyens de développement sont gouvernés par un seul rendement métrique (*market calculus*) qui dévalue les contributions non monétisées à la vie sociale et qui ignore la discrimination et la dégradation environnementale (McMichael, 2010, p. 2). Tout le monde n'a pas de choix que de « se vendre ». Dans ce système économique, tout est considéré comme rare, particulièrement le temps (Rist, 2007, p. 39).

Le développement comme croissance économique est un but politique plutôt qu'un processus naturel et il est réalisé au travers de l'iniquité (McMichael, 2008, p. 20). Le marché est l'objectif dominant au travers duquel le développement est effectué. Le marché et ses suppositions de « mains invisibles » (neutralité, efficacité, rationalité) représentent l'épistémè³ centrale du projet de développement. Selon McMichael, le rendement métrique comme sujet de développement imprègne les politiques néolibérales contemporaines et l'incapacité ou le manque

³ Épistémè étant une approche aux connaissances sur le monde qui est basée sur un noyau de suppositions.

de volonté d'imaginer d'autres possibilités au développement capitaliste persiste, car « ... a singular market calculus applied across a heterogeneous world gives the appearance of equality as it denies diversity » (McMichael, 2010, p. 3).

Le développement se trouve dans le but d'atteindre le pouvoir au travers des projets de domination. Du colonialisme, au développement, à la mondialisation, les autorités dans chaque moment historique construisent des apologies afin de justifier leur domination, que ce soit la « civilisation », le « développement » ou la « mondialisation » (McMichael, 2008, p. 273).

L'évolution à une vision multilinéaire du développement chez Marx

Cette thèse adopte une approche marxiste par rapport au concept de classe et aux critiques du développement capitaliste. Il existe plusieurs branches de marxisme, mais l'approche marxiste de matérialisme historique⁴ de cette thèse permet de critiquer le fondement du capitalisme plutôt que sa distribution de la richesse. De plus, l'approche marxiste ne présuppose pas que le capitalisme est inévitable et naturel. Il est vrai que lorsque Marx écrit le premier volume du *Capital*, sa conceptualisation du développement économique comme processus historique n'est pas très différente de celle des économistes politiques libéraux de l'époque, tels que Smith et Ricardo. Comme eux, Marx aussi estimait que le progrès économique était un processus cosmopolite, évolutionnaire et unilinéaire; c'est-à-dire, les pays moins développés en termes de croissance industriels peuvent tracer leur futur en observant les pays plus avancés. Toutefois, Marx entreprendra une réévaluation profonde de cette croyance

⁴ Le matérialisme historique insiste sur le fait historique et spécifique du capitalisme et rejette la notion que ses lois soient les lois universelles de l'Histoire. Cette critique de l'économie politique a comme but de découvrir comment et pourquoi les lois du mouvement du capitalisme opèrent d'emblée comme des lois (Wood, 1995, p. 5).

(Adamovsky, 2010, p. 370). Comparativement, Weber maintient une vision évolutionnaire du développement capitaliste qui influencera sa conceptualisation des classes sociales divergente de l'approche marxiste.

La perspective de Marx sur les sociétés non occidentales évolue au cours des années. Dans les 1840, il présente une perspective implicitement unilinéaire, parfois marquée d'ethnocentrisme, selon laquelle les sociétés non occidentales seraient absorbées par le capitalisme et ensuite modernisées par l'entremise du colonialisme et du marché mondial. À cause de cette vision initiale du développement économique, Marx est souvent considéré un penseur moderniste. Cependant, sa perspective évolue avec le temps et devient plus multilinéaire, laissant le développement futur de ces sociétés ouvertes à différentes possibilités (Anderson, 2010, p. 2).

Malgré ses débuts modernistes, les ouvrages de Marx démontrent une compréhension grandissante des sociétés non européennes au fur et à mesure qu'il étudie leurs relations aux pouvoirs colonisateurs. Marx ne considère plus le progrès comme quelque chose qui se développe en Occident pour ensuite se répandre aux colonies. Dans ses ouvrages ultérieurs, Marx se distancie de sa vision unilinéaire de l'Histoire. Par exemple, il avance que le changement social peut commencer dans des sociétés moins développées économiquement et socialement, telles que la Russie (Brown, 2010, p. 346).

Anderson estime qu'il y a une tendance à minimiser l'importance des textes que Marx a composés dans une langue autre que l'allemand. Par conséquent, on porte moins attention à ses articles pour le New York Tribune (où il écrit sur les sociétés non occidentales) ou à l'édition française du *Capital* (la dernière que Marx préparera pour publication) (Anderson, 2010, p. 13). Contrairement à Engels, Marx maintient que la première édition française du *Capital* devrait être

consultée même par ceux maîtrisant l'allemand. Anderson soutient que l'accusation non corroborée que l'édition française est d'une manière ou d'une autre inférieure (c'est-à-dire, une version popularisée pour le public français moins savant de l'époque) est encore propagée aujourd'hui (Anderson, 2010, p. 176).

Les révisions que Marx effectue à la version française du *Capital* démontrent l'évolution à une vision *multilinéaire* du processus du développement du capitalisme. Par exemple, dans une phrase bien connue et grandement citée sur la relation des sociétés industrialisées aux sociétés non industrialisées, les éditions standards anglaises et allemandes disent : « The country that is more developed industrially only shows, to the less developed, the image of its own future » (Marx, 1975, p. 9 cité par Anderson, 2010, p. 177). Cependant, dans la version française, le pays industrialisé démontre l'avenir possible seulement pour les pays suivant le même chemin d'industrialisation : « Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir » (Marx, 1985, p. 36). Le développement capitaliste qu'ont connu les pays occidentaux n'est donc pas inévitable.

Même dans sa pensée unilinéaire, Marx ne perçoit pas que les changements vers une société capitaliste soient positifs; le capitalisme ne libérera pas l'humanité des contradictions de classes ni de l'oppression sociale. Marx estime plutôt que le capitalisme substitue une forme d'exploitation (le féodalisme) à une autre (le capitalisme) (Brown, 2010, p. 350). Selon Wood, Weber (comparativement à Marx) perçoit l'Histoire comme un chemin qui mène éventuellement au capitalisme, la différence entre diverses formes sociales étant dépendante de leur interaction avec ce cheminement. Wood soutient que ce sont les marxistes qui ont reconnu la spécificité du capitalisme moderne : « ... if the critique of political economy and a transcendence of capitalism's own self-validating categories was Marx's first methodological principle, the

opposite is true of Weber; for at the heart of his historical sociology is a conceptual framework that filters all history through the prism of the modern capitalist economy » (Wood, 1995, p. 154). Contrairement à Weber, Marx critique la tendance de tenir pour acquis que le capitalisme existe (même en forme embryonnaire) depuis le début de l'Histoire, sinon au cœur même de la nature et de la rationalité humaines (Wood, 1994). Ceci rejoint la critique que fait Rist de la conception du développement (dans le sens capitaliste) comme innée et naturelle.

Dans les chapitres qui suivent, je démontrerai comment l'idée de la classe moyenne a joué un rôle important dans l'idéologie du développement en Amérique latine. Afin d'établir ceci, le premier chapitre comparera les analyses de classes marxiste et wébérienne et l'incorporation de l'idée d'une « nouvelle classe moyenne » à leur schéma de la société capitaliste. Le deuxième chapitre discutera des origines de la théorie de la modernisation, dont l'influence est encore visible aujourd'hui, et des critiques de cette théorie par l'approche de la dépendance survenant de l'Amérique latine. Ces deux approches assignent à la classe moyenne un rôle central dans le développement capitaliste des nations. Le troisième et dernier chapitre présentera une étude de cas fondée sur l'évolution de la classe moyenne au Pérou, ce qui concrétisera le rôle de l'idée de la classe moyenne dans le développement de l'Amérique latine.

CHAPITRE 1

Dans l'usage populaire, le terme « classe moyenne » est utilisé de façon presque instinctive, l'interlocuteur sachant intuitivement à qui ce terme s'applique ou ne s'applique pas. Toutefois, il existe divers débats sur la définition de la classe moyenne et aucun consensus réel. Certains s'accordent sur des mesures quantitatives et qualitatives qui délimiteraient une classe moyenne, tandis que d'autres insistent qu'elle doit être définie plutôt sur le plan idéologique. Afin d'expliquer la définition de la classe moyenne qu'adopte cette thèse, nous nous tournons vers les fondateurs de la sociologie moderne, Marx et Weber.

Ce chapitre commencera par une élaboration de ce qu'est une classe selon ces deux grands sociologues du 19^e siècle. Suivront ensuite, une discussion de la façon dont le concept de la classe moyenne s'intègre à leurs conceptualisations de classes et une analyse des critiques marxistes de l'idée de la classe moyenne. Ce chapitre terminera avec une comparaison de l'analyse de classe marxiste et wébérienne et une élaboration de ce qu'impliquent leurs différences.

Théories de classes marxiste et wébérienne

L'approche marxiste et l'approche wébérienne sont souvent utilisées comme bases théoriques d'ouvrages portant sur les classes sociales. Il est important de saisir la distinction entre les deux approches, car le choix d'approche théorique révèle si l'on critique le fondement du développement capitaliste ou plutôt sa mise en pratique. Comparativement à l'approche marxiste, l'approche wébérienne permet plus facilement de diviser la société en plusieurs classes

selon leur situation dans le marché du travail, en se fondant sur les compétences particulières et les atouts que possèdent les individus (Breen, p. 1 et 3). Par conséquent, l'approche wébérienne peut, de certaines façons, plus facilement assimiler le concept de la classe moyenne que l'approche marxiste. Cette différence a des implications importantes quant aux analyses de la société capitaliste.

Comparativement à la notion de classe pluraliste de Weber, formée selon les *life chances* (qui permettent aux individus d'améliorer leur position dans la société capitaliste), l'analyse de classe binaire de Marx compte la classe ouvrière et la classe capitaliste qui sont distinguées selon leur relation à l'exploitation et au droit de propriété des moyens de production. Malgré cette division binaire, plusieurs néo-marxistes ont avancé de nouveaux concepts afin de pouvoir incorporer cette « nouvelle classe moyenne » à l'analyse de classe marxiste. Toutefois, la validité de ces concepts est mise en question et leur similarité à l'approche wébérienne est critiquée.

L'analyse de classes marxiste

La composition d'une classe

L'Histoire en tant qu'histoire de la lutte de classes est le point central de la doctrine marxiste – une idée que Marx n'a pas méthodiquement expliqué. Cependant, l'ensemble de ses ouvrages peut être interprété comme étant une élaboration de ce thème. En plus, Marx ne précise pas explicitement en quoi est composée une classe (Andrew, 1975, 454). Malgré le manque de définition formelle de ce qu'est une classe, Marx souligne que les classes sociales sont des produits historiques fluides qui se transforment avec, et qui sont transformés par, les modes de production d'une société (Archer et Orr, 2011, p. 106).

Wood soutient qu'il y a seulement deux façons de penser théoriquement au sujet de classe : soit comme un emplacement structurel ou comme une relation sociale. Cette première reflète l'approche plutôt wébérienne, tandis que cette dernière est la manière spécifiquement marxiste de théoriser les classes (Wood, 1995, p. 76). Selon la tradition marxiste, la classe n'est pas un emplacement, mais une relation exploitante entre ceux qui produisent une plus-value et ceux qui s'approprient cette plus-value (la plus-value étant la manifestation pécuniaire du surtravail effectué par l'ouvrier). La classe n'est pas une réalité qui apparaît seulement au point de production, même si c'est là où elle est ultimement ancrée et alimentée. Les sociétés capitalistes sont composées de trois sphères primaires d'activités dans lesquelles le processus de conception de classe a lieu : le lieu de travail salarié, les ménages et les communautés (Camfield, 2004, p. 424 et 426).

La théorie de classes de Marx dérive de sa théorie du développement capitaliste, dans laquelle les classes ont une fonction clé. Les classes sont distinguées conformément à leur relation aux moyens de production, plutôt que par rapport à leurs relations aux moyens de consommation ou de revenu. Selon Marx, les classes sont des groupes d'hommes et de femmes occupant des positions semblables d'une division sociale de la main-d'œuvre, et ayant une relation commune par rapport aux modes de production (Andrew, 1975, 458-59).

Camfield estime que Ste-Croix offre une des meilleures définitions de classe basée sur les écrits de Marx. Selon Ste-Croix, la classe est une expression collective sociale de l'exploitation (le processus qui crée la plus-value) incarnée dans une structure sociale. Une classe est aussi un groupe de personnes identifiées selon leur relation par rapport au mode de production et vis-à-vis d'autres classes. Les individus appartenant à une classe peuvent être conscients, ou non, de leur

identité et de leur intérêt commun de classe, et ils peuvent ressentir, ou non, de l'antagonisme envers les membres d'autres classes (Camfield, 2004-05, 423-4).

De façon complémentaire, Camfield définit une classe comme un processus social structuré et une relation située dans un contexte historique et culturel précis. Par conséquent, une classe ne peut pas exister mis à part d'autres relations sociales, telles que le genre et l'ethnicité, qui influencent les relations de classes et vice versa (Camfield, 2004-05, 421). Si la classe joue un rôle privilégié dans le développement capitaliste, ce n'est pas parce que les relations de classes sont plus « vraies » que les relations de genre et d'ethnicité : « To say that class is mediated by other social relations means that it does not exist outside of them » (Camfield, 2004-05, 425). Toutefois, l'approche marxiste stipule que l'existence d'une classe n'émerge pas jusqu'à ce que les membres de ce groupe se reconnaissent en tant qu'une classe unifiée dans laquelle tout le monde a un intérêt partagé contre les autres classes (Archer et Orr, 2011, p. 106).

L'exploitation dans l'analyse de classe marxiste

Comme souligné plus tôt, selon l'approche marxiste on divise les classes entre ceux qui sont exploités (les ouvriers) et ceux à qui appartiennent les moyens de production (les capitalistes). Cette exploitation d'ouvriers par le capital est centrale à l'analyse marxiste de l'économie capitaliste, et de ses relations de classes. Un individu ne détenant pas de propriété doit vendre sa main-d'œuvre aux capitalistes détenant les moyens de production (Andrew, 1975, 460). Le contrôle de la main-d'œuvre a un rôle à jouer dans les relations de classes, car il assure que le travail productif de l'un profite à l'autre (Barbalet, 1986, 558-9).

Marx considère que la classe ouvrière est un groupe de gens ayant un intérêt et une situation similaire (une situation de classe) contre le capital (appelé une classe *in itself*) : une

classe « en elle-même ». Toutefois, elle ne devient une classe « pour elle-même » (*for itself*) que lorsque les gens prennent conscience de leur situation de classe et, par conséquent, s'unifient dans la lutte contre le capital. Plusieurs marxistes utilisent cette explication (élaborée à partir de nombreux ouvrages de Marx) comme une définition de ce qu'est une classe; cependant, Marx n'explique pas comment l'évolution d'une classe « en elle-même » à une classe « pour elle-même » se produit (Camfield, 2004, 427-28).

La nature exploitante des relations de production capitalistes menace continuellement les travailleurs avec la possibilité de perte économique et de respect social. Par conséquent, les travailleurs sont préoccupés par le besoin de protéger et d'améliorer leur statut. La concurrence qui se manifeste entre des groupes de travailleurs résulte de la façon dont les employeurs structurent le conflit, plutôt que d'un conflit d'intérêts entre eux : « There is a real sense in which status consciousness is a reaction to the experience of *class* exploitation » (Meiksins, 1986, 114). Puisque l'hostilité envers d'autres classes est déterminante pour maximiser l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie (Archer et Orr, 2011, p. 106), les capitalistes ont intérêt à ce que les travailleurs soient conscients du statut plutôt que d'avoir une conscience de classe. Cette première aide à masquer la vraie source d'iniquité, tandis que cette dernière mènerait, éventuellement, à une révolution socialiste.

La question du genre et de l'ethnicité dans l'approche historique matérialiste

Selon McNally, la tendance parmi les radicaux intellectuels depuis la mi-1970 est d'adopter une approche antimatérialiste (1993). Semblablement, McLaren et Scatamburlo-D'Annibale estiment qu'il est de mode de percevoir cette approche marxiste comme étant

dépassée théoriquement à cause de son accent sur les classes (et prétendument au détriment des catégories de genre et d'ethnicité) : « ... class analysis is often savagely lampooned as a rusty weapon wielded clumsily by those mind locked in the jejune factories of the 19th and 20th centuries » (2003, p. 150). Contrairement aux critiques, l'approche matérialiste ne nie pas l'oppression basée sur le genre et l'ethnicité (ou autres catégories); cette approche insiste plutôt sur le fait que même si le capitalisme utilise les inégalités de genre ou d'ethnicité, elles ne sont pas aussi centrales à la structure du capitalisme que l'exploitation des classes. C'est-à-dire, le capitalisme survivrait l'éradication de toute oppression contre les femmes, par exemple, mais il ne survivrait pas l'éradication de l'exploitation des classes puisqu'il n'existe pas de nécessiter structurelle à leur exploitation (Wood, p. 281).

Dans les analyses postmarxistes, l'analyse de classe est réduite à un classicisme et les classes ne font que partie du triumvirat composé d'ethnicité, de classe et de genre – la classe n'étant qu'une catégorie parmi d'autres. Cependant, lorsque la classe est reléguée à simplement une forme de « différence » (ce que McLaren et Scatamburlo-D'Annibale nomment les catégories telles que le genre et l'ethnicité), elle est transformée d'une catégorie économique et sociale à une catégorie qui est exclusivement culturelle ou discursive. Les classes sont donc dissociées de l'économie politique du capitalisme et le pouvoir de la classe capitaliste est séparé de l'exploitation et de la structure de pouvoir. Ceci a pour effet de substituer une analyse de classe matérialiste avec une analyse de classes culturelle et par conséquent, le concept de classe n'est plus une forme universelle d'exploitation dont l'abolition est nécessaire afin d'abolir toutes formes d'oppression (McLaren et Scatamburlo-D'Annibale, 2003, p. 151 et 157).

C'est l'indifférence structurelle du capitalisme aux identités sociales des gens qu'il exploite qui rend le capitalisme uniquement capable de se débarrasser des iniquités et oppressions extraéconomiques. Tout comme le capitalisme ne peut pas garantir l'émancipation des femmes, etc., la réalisation de ces émancipations ne peut pas garantir l'éradication du capitalisme (Wood, p. 291). L'égalité juridique, la liberté contractuelle et la citoyenneté du travailleur dans une démocratie capitaliste obscurcissent les relations sous-jacentes d'iniquité économique, de non-liberté et d'exploitation : « In other words, the very separation of the economic from the extra-economic which is supposed to unmask the realities of class in capitalism is, on the contrary, what mystifies capitalist class relations » (Wood p. 290).

Alors, cette thèse soutient que l'analyse de classes de l'approche matérialiste reste pertinente, car comme le constate l'historien marxiste E.P. Thompson, les gens sont nés dans des relations de classes qui conditionnent la composition de leurs vies (McNally, 1993). De plus, les possibilités de résistance dans différentes localisations de classes se développent au sein d'un contexte politique qui est lui-même formé par les relations de production capitaliste, par les dynamiques de l'économie capitaliste et les pouvoirs de la classe capitaliste (Brenner, p. 336).

L'analyse de classes wébérienne

La composition d'une classe

Comme mentionnée ci-dessus, la classe dans l'approche wébérienne est un emplacement structurel plutôt qu'une relation sociale; les classes font le lien entre la circonstance d'un individu vivant dans une société capitaliste et la distribution inéquitable de *life chances* (Breen,

3). Les *life chances* sont les occasions qu'a un individu de bénéficier des biens économiques ou culturels d'une société : c'est-à-dire, les *life chances* réfèrent à la facilité d'accès qu'a un individu aux ressources ou aux occasions rares et valorisées par une société. Selon Weber, une classe est un groupe qui partage la probabilité d'obtenir des biens, de s'élever à une certaine position sociale et de trouver une certaine satisfaction personnelle. Autrement dit, les membres d'une classe partagent des *life chances*. D'après Weber, le marché distribue des *life chances* suivant les ressources que possède une personne (1978, p. 302). L'approche de Weber permet de diviser la société en plusieurs classes selon les compétences particulières et les atouts que détiennent les individus, comparativement aux deux classes (les capitalistes et les ouvriers) de l'approche marxiste.

Selon l'approche wébérienne, on reconnaît les classes dans le contexte du marché, car même si les classes ne sont pas estimées être basées uniquement sur les rouages de ce marché, les atouts accordant les *life chances* n'ont de valeur que dans ce contexte (Breen, 2). Weber perçoit les classes comme des groupes de gens qui partagent une composante de causalité commune par rapport à leurs *life chances*, provenant de leurs relations au sein du marché de travail et du mode de production (Chan et Goldthorpe, 2007, 514).

Les métiers qui typiquement partagent une situation de marché et de travail forment une classe, les occupants de différentes classes jouissant de différents *life chances*. Comparativement aux deux classes de l'analyse de classe marxiste, Weber suggère que quatre classes sociales majeures peuvent être identifiées dans le système capitaliste. Ces quatre classes sociales sont 1) les groupes des propriétaires et d'entrepreneurs dominants, 2) la petite bourgeoisie, 3) les travailleurs avec des formations formelles (la classe moyenne), et 4) les travailleurs n'ayant pas de compétence formelle (la classe ouvrière) (Weber, 1978, p. 928).

Les textes sur la stratification sociale réfèrent souvent à la distinction que fait Weber entre la classe et le statut. Pourtant, peu de recherche contemporaine fait valoir cette distinction. De plus, les concepts de classe et de statut sont souvent appliqués de façon peu claire. Selon Barbalet, l'explication qu'offre Weber du statut est surtout une discussion du prestige; le statut est déterminé par « l'honneur social » qui est exprimé au travers du style de vie et des convenances sociales (1986, 562). Le concept de statut est passé de mode chez les sociologues occidentaux après la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, les interprétations de Weber sont divisées entre ceux qui insistent sur la séparation de la classe économique et du statut et ceux qui ne voient pas la possibilité d'isoler conceptuellement les éléments économiques associés avec les classes des éléments plus culturels reliés au statut (Archer et Orr, 2011, p. 108). Comme nous le verrons, la classe moyenne est un concept plutôt weberien qui a été importé dans la tradition marxiste, étant comme tel un point de départ du néo-marxisme.

La « nouvelle classe moyenne »

Comme nous l'avons vu, d'après Marx, le conflit entre les classes est intégral à la structure de la société capitaliste. Ce conflit stimule la formation de groupes qu'on appelle des classes, en réaction à leurs expériences d'exploitation. Bien que cette approche semble prédire une structure ayant deux classes dans la société capitaliste, l'ascension de la « nouvelle classe moyenne » remet en question cette approche (Meiksins, 1986, p. 109).

Cette « nouvelle classe moyenne » est composée de professionnels, de gérants et de techniciens ayant un plus haut niveau d'éducation, embauchés dans les secteurs modernes industriels et de services. L'émergence de ces professions est souvent liée à une division plus complexe du travail et à une prospérité économique croissante que l'on vit lors de la transition

d'une économie traditionnelle et agricole à une société très urbanisée et industrialisée. La « vieille classe moyenne », appartenant surtout aux sociétés dites traditionnelles, est composée d'artisans, de marchands et de commerçants. La supposition que seulement les « nouvelles classes moyennes » méritent la nomenclature de « moyenne » est particulièrement vraie parmi les partisans de la théorie de la modernisation (Davis, 2004, p. 31).

Le terme et le concept de la « nouvelle classe moyenne » ont été popularisés par les théoriciens antimarxistes des années 1890 afin de distinguer le nombre croissant de fonctionnaires, de superviseurs et d'employés de bureau dans la République de Weimar. Ils croyaient que la « nouvelle classe moyenne » serait une force stabilisatrice importante quant aux classes sociales. En opposition au marxisme, ils préconisaient une société dans laquelle la « nouvelle classe moyenne » et la « vieille classe moyenne » joueraient un rôle de médiateur entre les intérêts inconciliables du capital et de la main-d'œuvre. En compensant le déclin de la « vieille classe moyenne », la montée de la « nouvelle classe moyenne » allait mettre fin, selon eux, à l'instabilité dans la société capitaliste (Burris, 1986, p. 325-326).

Aujourd'hui, le concept de la « nouvelle classe moyenne » est encore utilisé, mais les diverses théories à son sujet servent différents points de vue politiques. Comme l'explique Burris:

An entire history of political sociology could be written on the theme of the new middle classes. Whether in the guise of the 'managerial revolution', 'white collar', the 'new working class', or the 'new petite bourgeoisie', the emergence of intermediate strata in advanced industrial societies has been rediscovered more often than the wheel (p. 1986, p. 317).

Ainsi, il existe beaucoup de désaccord sur la composition, la formation et même le nom de la « nouvelle classe moyenne » (Barbalet, 1986, p. 557). Ces débats sur la « nouvelle classe moyenne » mènent à une division entre les marxistes voulant maintenir le concept de classe

binaire et les néo-marxistes tentant de fusionner le concept de classe multiple de Weber au concept de classe marxiste.

Délimiter une « nouvelle classe moyenne »

Plusieurs approches ont été utilisées par les néo-marxistes, tels qu'Erik Olin Wright, pour tenter de démarquer les frontières d'une « nouvelle classe moyenne ». Il existe une perspective, maintenant majoritaire, qu'une « nouvelle classe moyenne » soit impossible à distinguer de la main-d'œuvre manuelle quant à ses conditions de travail et son existence. Par conséquent, certains néo-marxistes proposent une structure sociale qui est composée d'une petite classe capitaliste, d'une classe moyenne privilégiée et d'une grande classe ouvrière grandissante de travailleurs manuels et non manuels⁵ (Meiksins, 1986, p. 102).

La « nouvelle classe moyenne » est ambiguë et contradictoire, car les professions que ses travailleurs occupent ont une chance de promotion à la classe capitaliste. Cependant, puisque tout non capitaliste est exploité, les degrés de privilèges et d'autorité qu'ont certains travailleurs n'éliminent pas l'expérience de conflits, même s'ils peuvent les atténuer. De plus, il n'existe aucune garantie que leurs compétences ou les postes qu'ils occupent les mèneront éventuellement à la classe capitaliste. Entre-temps, les conséquences d'être un travailleur salarié restent présentes (Meiksins, 1986, p. 113).

⁵ La distinction marxiste entre le travail productif et non productif est souvent utilisée par les néo-marxistes afin de singulariser une « nouvelle classe moyenne ». Selon Marx, le travail productif est un travail qui produit de la marchandise qui incarne la plus-value. Le travail non productif ne produit pas de marchandise, mais il fournit directement et indirectement des services de circulation et de vente de marchandises (Marx, 1985, p. 5).

La classe professionnelle-gestionnaire est une autre tentative de démarquer une frontière entre la classe ouvrière et la classe moyenne au sein de la catégorie non manuelle. Distincte des capitalistes et du prolétariat, elle ne détient pas de moyens de production, mais elle joue un rôle dans la reproduction de relations sociales capitalistes. Cette structure de classe est décrite comme étant « ... a large heterogeneous working class, a small capitalist class, and a privileged middle class which, though distinct, shades off into the other two » (Meiksins, 1986, p. 103). La description d'une classe située entre les capitalistes et le prolétariat qui par sa nature s'assimile dans une de ces deux classes semble être une tentative de la part de néo-marxistes de reconnaître certaines critiques quant à la structure de classe marxiste tout en essayant de respecter sa base théorique. Toutefois, ces compromis des néo-marxistes les exposent à la critique d'être des wébériens inavoués.

L'existence d'une classe moyenne non manuelle a souvent été utilisée afin de réfuter la théorie de classe marxiste (Meiksins, 1986, p. 105). Un reproche fréquent des néo-marxistes c'est qu'ils devraient simplement se déclarer wébériens. Par exemple, le sociologue Frank Parkin écrit que « ... inside every neo-Marxist there seems to be a Weberian struggling to get out » (1979, p. 79). Ceci reflète le fait que, selon le néo-marxiste avoué Wright, un des attraits principaux de la sociologie wébérienne est qu'elle est plus permissive quant à l'incorporation d'autres théories sociales courantes (2009, p. 115) et que l'approche wébérienne peut mieux assimiler le concept d'une « nouvelle classe moyenne » que l'approche marxiste. L'interprétation de la situation de classe wébérienne (basée sur la distribution de biens et de débouchés de revenu) a encouragé plusieurs à établir des distinctions de classes entre les travailleurs selon leur position dans le marché du travail (Barbalet, 1986, 560). Par conséquent, il n'y a pas de grands débats quant à l'incorporation d'une « nouvelle classe moyenne » à l'analyse de classe

wébérienne, comparativement aux tentatives de son incorporation à l'analyse de classe marxiste. Weber lui-même discute d'une classe moyenne dans son schéma de classe. Afin de distinguer une classe moyenne, les théoriciens de classes wébériens n'ont qu'à délimiter les *life chances* que celle-ci aurait.

Comparaison de la « nouvelle classe moyenne » dans les analyses des concepts de classes néo-marxiste et wébérienne

La démarcation de la « nouvelle classe moyenne » se fait plus facilement en utilisant l'analyse de classe wébérienne que l'analyse de classe marxiste, puisqu'elle est faite selon l'emplacement dans le marché du travail et selon les avantages que cet emplacement confère. Les débats quant à la « nouvelle classe moyenne » dans l'analyse wébérienne sont surtout centrés sur les questions du niveau de revenu, de compétences, etc. qu'un ouvrier doit posséder afin d'être considéré membre de cette classe moyenne. Comparativement, les débats néo-marxistes reposent principalement sur le problème d'intégrer le niveau de revenu, de compétences, etc. à une analyse de classe qui n'est pas fondée sur les relations aux moyens de consommation ou de revenu. L'acceptation de ces critères afin de délimiter la « nouvelle classe moyenne » risque de changer le sens de l'analyse de classe marxiste et de la rendre très similaire à l'analyse de classe wébérienne. Selon Meiksins, la pomme de discorde voulant que seul le privilège matériel puisse créer des classes est critiquable. Comme avec les compétences, il faut se demander : de combien de privilèges matériels (ou de compétences, etc.) un ouvrier a-t-il besoin afin d'être considéré en dehors de la classe ouvrière? Il n'existe pas de délimitation claire quant aux récompenses matérielles (Meiksins, 1986, p. 106).

L'analyse de classe marxiste permet de critiquer le fondement du capitalisme et l'exploitation qui y est incarnée. L'éloignement de la structure de classe marxiste, composée d'une classe capitaliste et d'une classe ouvrière (distinguées par la détention de moyens de production), porte atteinte à ces critiques et recentre l'attention sur des critères subjectifs quant à la composition de classes moyennes. Plutôt que critiquer le fondement du capitalisme, l'on critique sa distribution de biens et d'occasions économiques. Marx ne nie pas l'existence de groupes sociaux dans la classe non capitaliste ayant des avantages économique et social plus importants que d'autres. Cependant, la polarisation entre ceux qui détiennent et ceux qui ne détiennent pas les moyens de production est fondamentale à l'analyse marxiste du développement capitaliste.

Critiques de la « nouvelle classe moyenne » selon l'analyse de classe marxiste

Selon l'approche marxiste promue par le matérialisme historique, la conscience individuelle du statut survient des expériences au sein de la classe ouvrière. Les divisions de la main-d'œuvre, et les réactions qui en découlent sont encouragées par les employeurs (les capitalistes) et par l'État. Comme nous le verrons dans le troisième chapitre, les employeurs tentent d'affaiblir la solidarité des travailleurs en créant des hiérarchies d'emplois artificiels et en encourageant des divisions horizontales; l'État encourage cette division en créant des distinctions légales entre différents types de travailleurs. Ces divisions servent de contrôle social en créant un fort sens de distinction, de droits à des privilèges particuliers et de respect (Meiksins, 1986, p. 115).

Comme nous avons déjà établi, le concept de classe marxiste est reconnu pour sa structure composée de deux classes, divisées entre capitalistes et non capitalistes. Cependant, Marx croit que l'introduction du capitalisme augmente le nombre de classes et brouille les frontières entre elles (Marx, 1973, p. 260). Néanmoins, Marx soutient que cette croissance de classes et l'affaiblissement des frontières mènent éventuellement à la formation de deux grandes classes. Ceci est important, car Marx estime qu'à la longue, le système de deux classes doit changer par le biais d'une révolution prolétarienne, à une société sans classe (Archer et Orr, 2011, p. 106). Donc, Marx reconnaît l'existence d'autres classes, telle que la classe moyenne, mais estime qu'elles s'incorporeront au prolétariat une fois que le capitalisme est plus développé, car « ... their diminutive capital does not suffice for the scale on which modern Industry is carried on, and is swamped in the competition with the large capitalists, partly because their specialized skill is rendered worthless by new methods of production » (Marx et Engels, 2004, p. 69).

Selon Meiksins, les différentes analyses tentant de délimiter la « nouvelle classe moyenne » avancent notre compréhension de la structure sociale contemporaine, mais il doute qu'elles puissent résoudre la question de démarcation de cette « nouvelle classe moyenne » (Meiksins, 1986, p. p. 104). L'auteur questionne la base de conflit entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés. Meiksins soutient que Wright (comme d'autres néo-marxistes) « ... instead of focusing on conflictual social relations, he leaves us with inequalities of income, skill and position, thus forcing class analysis, once again, to draw arbitrary lines in social structure when it attempts to identify class boundaries » (Meiksins, 1986, p. 110). Au sein du capitalisme, les travailleurs qualifiés exploitent les travailleurs non qualifiés seulement dans le sens limité par lequel ils peuvent temporairement atténuer leur propre exploitation en maintenant leurs propres

privilèges. Ceci est très différent du conflit d'intérêts irréconciliable entre les capitalistes et le prolétariat (Meiksins, 1986, p. 104). Les marxistes insistent que le concept de la classe moyenne obscurcit la structure binaire de la société capitaliste en créant un groupe social artificiel qui n'a aucune relation définissable et essentielle au mode de production et qui, par conséquent, n'aura aucune prise de conscience par rapport à sa situation de classe pour enfin s'unir contre le capital (Blumin, 1989, p. 6).

Les rôles de la classe moyenne : la stabilisation, l'émancipation et la pacification

Curry-Stevens décrit trois fonctions politiques et sociologiques qu'on accorde à la classe moyenne au sein de la société : la stabilisation, l'émancipation et la pacification (2008, p. 383). La première fonction de la classe moyenne est d'être une force stabilisatrice dans la société. À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, la classe moyenne endosse la croissance de l'État-providence et plus tard elle tolère sa disparition. Selon Curry-Stevens, l'effet stabilisateur de la classe moyenne est bien illustré par la croissance de cet État-providence. En dépit de l'accumulation de capital au haut de l'échelle sociale, la croissance de la classe moyenne a servi à médier les relations de classes et à légitimer le capitalisme (Curry-Stevens, 2008, p. 384). Une autre perspective c'est que la classe moyenne est tout aussi importante pour la stabilité mondiale que nationale. On considère que les pays ayant une classe moyenne importante ont un rôle à jouer dans la promotion de la paix et la stabilité mondiale, car on leur attribue une influence équilibrée et stable.

La deuxième fonction de la classe moyenne est de créer un effet d'émancipation; ainsi, les occasions de grimper l'échelle sociale donnent aux pauvres l'espoir d'accéder aux plus hauts

échelons de la société. Au cours du dernier siècle, uniquement par sa présence, la classe moyenne donne espoir aux pauvres de pouvoir échapper à la pauvreté (Curry-Stevens, 2008, p. 384).

La troisième fonction de la classe moyenne est la pacification : une idée qui remonte à l'époque d'Aristote (Littrell et collab., 2010, p. 95). De nombreux faits, valeurs et références politiques attribués à la classe moyenne sont conceptualisés comme étant balancés et équilibrés, voulant dire « modérés ». Adamovsky maintient que le concept de la classe moyenne est typique des idéologies élitistes et qu'il sert à exclure des groupes entiers. De plus, le concept de la classe moyenne reste fluide afin de remplir un vide lorsque nécessaire (Adamovsky, 2005, p. 329 et 333). Le développement du capitalisme au 19^e siècle fait apparaître le concept de la classe moyenne comme référence aux distinctions sociales, permettant aux capitalistes d'accroître leurs privilèges tout en atténuant la menace de travailleurs poursuivant l'idée d'égalité absolue (Adamovsky, 2005, p. 308 et 320).

Selon l'approche marxiste, le concept de la classe moyenne sert une fonction d'apaisement, qui maintient et rend légitime les structures de classes exploitantes et l'accumulation du capital (Curry-Stevens, 2008, p. 384). L'idée qu'il existe une « classe moyenne » dans un système capitaliste aide donc à pacifier les classes populaires et leurs revendications pour une meilleure répartition de la richesse. Comme l'explique Rist, le développement capitaliste agrandit le gâteau, ce qui donne l'impression d'une réduction des inégalités, puisqu'il y a un gâteau toujours plus gros à partager. Cependant, on ne questionne pas sa répartition initiale (Rist, 2007, p. 41) : « As long as there is some potential to improve class status, the majority will hold such aspirations – and subsequently be reluctant to advocate highly re-distributive economic policies » (Curry-Stevens, 2008, p. 384).

Selon Zweig, la possibilité de mobilité sociale aux États-Unis est perçue comme signe que les classes n'existent plus dans la société américaine, ou bien que l'emplacement de classe n'est que temporaire et pas important dans cette situation fluide. Un raisonnement commun avance que les travailleurs ont une bonne vie et mobilité sous le capitalisme, car presque tout le monde a « un mode de vie de classe moyenne » (Zweig, 2000, p. 41). Pouvoir consommer comme la classe moyenne aide à entretenir la perception d'une plus grande mobilité sociale; par conséquent, les gens acceptent les iniquités croissantes. Ceci explique pourquoi la classe moyenne a toléré, et tolère encore, le néolibéralisme. Elle endure les iniquités, car elle perçoit une meilleure possibilité de devenir riche elle-même :

Neo-liberalism is a powerful ideology and appeals to people's self-interest. It implies that free markets are somehow a natural and inevitable state of affairs in which individual endeavour will be rewarded and perhaps because of this the poor accept growing inequalities because they think they have a chance of becoming rich themselves as society appears to be freer and more open (Diane Perrons citée dans McMichael, 2008, p. 231).

Selon Rist, le truc est de décrire un ordre mondial particulier (tel que le développement capitaliste) comme étant « naturel », afin que ceux qui en souffrent l'acceptent comme étant juste et désirable (Rist, 2006, p. 76).

Conclusion

Les théories de classes de Marx et Weber et leur approche à la « nouvelle classe moyenne » démontrent leurs conceptualisations divergentes du développement capitaliste. Weber encourage une distribution plus égalitaire des *life chances* afin d'améliorer la position

d'individus dans la société capitaliste, tandis que Marx promeut la redistribution des moyens de production (une attaque sur cette société capitaliste) : « Redistribution of income is a social-democratic or a trade-unionist demand; a Marxist program calls for, as it were, a redistribution of the means of production – an attack on the causes, not the effects, of class differences » (Andrew, 1975, p. 460). D'après Marx, le conflit est intégral à la structure d'une société capitaliste. Les relations exploitantes du mode de production créent un conflit d'intérêts persistant entre ceux qui produisent et ceux qui s'approprient la plus-value. Ce conflit stimule la formation de groupes qu'on appelle des classes, en réaction à leur vécu de l'exploitation (Meiksins, 1986, p. 109).

Contrairement à Marx, Weber ne suppose pas que les tendances de changements historiques peuvent être expliquées sur le plan de l'évolution des rapports entre les classes. Aussi, il ne présume pas que les classes sont en conflit et que les avantages de l'un surviennent au détriment (illégitime) de l'autre. De même, Weber ne présuppose pas que les classes seront une source importante de conflit au sein d'une société capitaliste (Breen, p. 2).

Comparativement aux *life chances* de la tradition wébérienne, l'approche marxiste insiste sur le fait que les classes sont déterminées en relation avec les moyens de production et non selon les moyens de consommation ou de revenu (Andrew, 1975, p. 459 et 462). De plus, Marx estime que chaque forme sociale a un mode d'activité économique, tandis que Weber soutient qu'il y a seulement un mode d'activité économique, le capitalisme, qui peut être présent ou absent à différents degrés (Wood, 1995, p. 175)

Selon Wood, Weber perçoit l'histoire comme un chemin qui à la longue, mène au capitalisme; la différence entre divers regroupements sociaux dépend de leur interaction avec ce cheminement (Wood, 1995, p. 146). Comparativement, Marx observe que la production

capitaliste crée une classe qui perçoit les besoins du mode de production comme étant des lois naturelles et évidentes, à cause de l'éducation, de la tradition et de l'habitude (Camfield, 2004, p. 428). Ce sont les marxistes qui ont reconnu la spécificité du capitalisme moderne, ses lois de motion distinctives, et les explications inadéquates qui traitent le capitalisme comme une simple maturation d'activités économiques séculaires. La critique de l'économie politique et la transcendance des catégories auto-inductives du capitalisme sont les premiers principes méthodologiques de Marx, tandis qu'au cœur de la sociologie historique de Weber se trouve un cadre théorique qui filtre l'histoire au travers d'un prisme d'économie capitaliste moderne (Wood, 1995, p. 154).

Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, le rôle qu'accorde Weber à l'éthique de travail protestante dans le développement capitaliste inspira une dichotomie moderne-traditionnelle qui sera reprise par la théorie de la modernisation et ses partisans. Son application aux pays sous-développés sera critiquée particulièrement par l'approche de la dépendance. Toutefois, la vision que le capitalisme est inévitable, et même naturel, reste un point commun. Comme l'explique Wood, « Weber's Protestant ethic, however, cannot account for the 'spirit of capitalism' without, again, already assuming its existence » (1995, p. 164).

CHAPITRE 2

Tout comme la « classe moyenne » dans l'usage populaire nous semble possible de définir intuitivement, ce que nous considérons comme étant moderne et développé est aussi souvent défini instinctivement plutôt que théoriquement. Dans une société capitaliste industrialisée, il va de soi que l'image instinctive d'une société développée en serait une qui est capitaliste et industrialisée. En essayant de comprendre pourquoi certains pays sont sous-développés, la tendance est de faire une comparaison entre ces pays et notre image d'une société développée afin d'en déduire des solutions fondées sur les « lacunes » comparatives. Toutefois, cette approche ne tient pas compte de la nature structurelle du sous-développement (c'est-à-dire, la progression inégale du développement capitaliste, le colonialisme et l'impérialisme), un reproche de la théorie de la modernisation qu'avance l'approche de la dépendance.

Au 20^e siècle, le domaine du développement est fortement influencé par la théorie de la modernisation, telle que popularisée par W.W. Rostow (économiste américain et conseiller à la sécurité nationale du président Johnson). Ceci est toujours le cas, même si souvent on ne le reconnaît pas. On a fréquemment eu recours à cette théorie afin d'expliquer le sous-développement en Amérique latine; les attitudes et les institutions traditionnelles du passé colonial sont perçues comme des barrières importantes aux efforts de développement économique, social ou politique. Comme l'expliquent Valenzuela et Valenzuela, la théorie de la modernisation attribue le retard dans la modernisation de la région aux valeurs catholiques (plutôt que protestantes) des Latino-américains, à ses populations autochtones et à la nature conservatrice de ses élites rurales (1978, p. 540-1). D'après la théorie de la modernisation, les obstacles au progrès dans les sociétés désignées comme étant « traditionnelles », telles que l'Amérique latine, requièrent l'intervention de l'Occident. La théorie estime qu'une fois le

développement mis en marche, ces sociétés évolueront vers la « modernité », empruntant le même chemin que l'Occident (Manzo, 1991, p. 10).

Une des réactions critiques les plus importantes à la théorie de la modernisation c'est l'approche de la dépendance⁶ issue de l'Amérique latine. Cette approche rejette les tentatives de localiser la source des problèmes du Tiers monde uniquement dans ses attributs « traditionnels » et par conséquent, rejette l'Occidentalisation comme solution; elle refuse de percevoir l'Occident comme l'agent privilégié du changement et du progrès dans les pays sous-développés. Les dépendantistes⁷ estiment qu'on ne peut comprendre le développement d'une société sans examiner son insertion historique dans le système politico-économique mondial survenu lors de la colonisation européenne (Manzo, 1991, p. 10 et 19).

Ce chapitre argumente que la théorie de la modernisation (et même l'approche de la dépendance) assigne à la classe moyenne un rôle central dans la modernisation et le développement d'une société. Comme l'explique Davis, les théoriciens de la modernisation catégorisent comme arriérés la majorité des pays sous-développés justement parce qu'ils n'ont pas de classes moyennes importantes (2004, p. 29). Rostow en particulier accorde à la classe moyenne un rôle central dans le développement économique des États-Unis – le pays développé

⁶ Dans cette thèse, je réfère à ce que Cristobal Kay appelle « l'école de développement latino-américaine » comme l'*approche* de la dépendance plutôt que la *théorie* de la dépendance, car plusieurs théoriciens de cette approche questionnent si on peut l'appeler une théorie. Comme l'explique Kay, cette école comprend diverses disciplines et positions idéologiques. De plus, plusieurs des contributions n'ont pas été présentées de manière systématique et compréhensive, puisque le but n'était pas d'établir une théorie globale, mais plutôt de critiquer des aspects de certaines théories orthodoxes provenant du centre et de proposer des analyses originales aux problèmes de développement des périphéries (Kay, 1989, p. 8). Voir aussi Cardoso, F. H. (1977). « The Consumption of Dependency Theory in the United States », *Latin American Research Review*, vol. 12, n° 3, p. 7-24.

⁷ « Dépendantistes » est une francisation du terme « dependentistas » utilisé par Rist que j'utiliserai aussi pour désigner les théoriciens de l'approche de la dépendance.

à émuler – dans son livre *The Stages of Economic Growth: a non-communist manifesto*. Semblablement, dans leur analyse de la situation de dépendance en Amérique latine et leur critique de la théorie de la modernisation, Cardoso et Faletto portent une attention spéciale à l'émergence et au rôle politique de la classe moyenne latino-américaine.

Ce chapitre commencera par une explication des racines de la théorie de la modernisation suivie de la théorie même. Au travers des idées de Lipset et de Rostow, le rôle qu'on accorde à la classe moyenne dans la théorie de la modernisation sera illustré. Ensuite, l'approche de la dépendance et ses critiques de la théorie de la modernisation seront abordées. Mais, comme nous le verrons, le rôle que l'approche de la dépendance accorde à la classe moyenne est un exemple de la nature pas entièrement incompatible entre la théorie de la modernisation et l'approche de la dépendance.

Le germe de la théorie de la modernisation

Par la fin des années 1950, il était évident que même si la majorité des pays sous-développés s'avançaient, aucun n'était sur le point de devenir un pays industrialisé (Desai, 2009, p. 54). Dans cette ère de la décolonisation, le monde était subdivisé en trois régions géopolitiques. Ces subdivisions sont survenues à la suite de la Deuxième Guerre mondiale et durant la Guerre froide, divisant les capitalistes (l'Occident) des communistes (l'Union Soviétique). La troisième région, le Tiers monde comprenait les pays postcoloniaux. À cette époque, les États-Unis étaient l'état le plus puissant économiquement, militairement et idéologiquement et, par conséquent, le modèle d'une société développée (McMichael, 2008, p. 43).

La théorie de la modernisation émerge afin de théoriser les conditions nécessaires, et les obstacles, à la « modernisation » des sociétés « traditionnelles ». Les principaux théoriciens de la modernisation se sont appuyés sur les ouvrages de Talcott Parsons, qui à leur tour étaient une adaptation plus optimiste de la sociologie de Weber. Parsons n'était pas préoccupé par le sous-développement du Tiers monde, mais plutôt par ce qui rendait l'Occident différent (Desai, 2009, p. 54). À cette fin, Parsons élabore des variables (surtout culturelles) qui différencient une société moderne d'une société traditionnelle.

Desai estime que la théorie la plus répandue concernant l'influence culturelle sur le comportement économique est l'Éthique protestante de Weber, dans laquelle certaines caractéristiques du protestantisme (particulièrement le calvinisme) sont perçues comme ayant eu un rôle majeur dans l'origine du capitalisme. D'après cette théorie, les valeurs protestantes sont caractérisées par l'austérité, la discipline et le travail dur permettant d'atteindre la richesse matérielle et la prospérité comme chemin du salut personnel (Desai, 2009, p. 469).

L'influence de ces observations par Weber a été considérable; les ouvrages par des théoriciens de la modernisation parus plusieurs décennies après les œuvres de Weber renferment souvent la supposition implicite d'une caractéristique moralement supérieure dans l'investissement de la richesse, le travail dur, l'efficacité et les structures bureaucratiques rigides. Ces caractéristiques sont désignées comme étant « modernes » et « logiques », les autres étant des vestiges de vieilles structures qui empêchent le progrès (Roberts et Hite, 2000, p. 7). L'interprétation de Parsons du concept de l'Éthique protestante, sous forme des *pattern variables*, sera reprise maintes fois par la théorie de la modernisation.

En effet, un essai publié par Parsons en 1951 sur les *pattern variables* aura une influence considérable sur la théorie de la modernisation. La supposition est que certaines variables représentent les caractéristiques d'une société « moderne », tandis que d'autres déterminent le caractère « traditionnel » d'une société. Par exemple, Parsons estime qu'une société traditionnelle est caractérisée par une prédominance de rôles orientés vers le collectif (*collectivity orientation*), tandis qu'une société moderne aurait une prédominance de rôles où l'intérêt personnel privé serait la motivation principale (*self-orientation*). Une prédominance de rôles où la réussite est jugée selon le statut ou les attributs (âge, famille, sexe, etc.) est le propre d'une société traditionnelle (*ascription*); inversement, une prédominance de rôles où le statut est basé sur la réussite est considérée moderne (*achievement*) (Desai, 2009, p. 56). En tout, Parsons établit six variables traditionnelles en opposition à six variables modernes qui associent positivement les attributs des pays occidentaux industrialisés à la modernité.

Parsons estime que les sociétés modernes servent de carte routière pour les sociétés traditionnelles et que les États-Unis sont l'exemple d'une société ayant atteint le plus haut niveau de développement. Ces suppositions de Parsons auront une influence directe sur la théorie de la modernisation. Comme l'explique Gilman, « Even if the particulars of this method were questioned, Parsons articulated an understanding of modernity that was widely shared among postwar American intellectuals, especially among those interested in the postcolonial regions » (Gilman, 2003, p. 76). Dans le contexte de la Guerre froide, la théorie de la modernisation sera utilisée par la politique étrangère américaine par rapport aux pays sous-développés dans l'espoir de les éloigner du Communisme par l'entremise du développement économique capitaliste.

La théorie de la modernisation

Selon la théorie de la modernisation, la société traditionnelle est un obstacle au développement; par conséquent, cette société doit se moderniser par la diffusion de valeurs et d'institutions modernes (Desai, 2009, p. 53). En réponse à la formation de l'Union soviétique, les politiciens, les experts en développement, les académiciens et le public craignent que les pays décolonisés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine adoptent le communisme comme stratégie de développement plutôt que le capitalisme (Roberts et Hite, 2000, p. 8). La théorie de la modernisation devient utile pour les stratèges qui cherchent à préciser le rôle et les responsabilités des États-Unis dans un monde post-Guerre mondiale. Gilman explique bien l'impact qu'a eu l'utilisation américaine de la théorie de la modernisation :

Indeed, modernization theory represents the most explicit and systematic blueprint ever created by Americans for reshaping foreign societies. More than just a system for explaining the world in a rational fashion, modernization theory constituted a metalanguage that supplied not only a sense of the “meaning” of postwar geopolitical uncertainties, but also an implicit set of directives for how to effect positive change in that dissilient world (2003, p. 5).

La théorie de modernisation est aussi une tentative américaine de s'équiper d'expertise régionale nécessaire afin d'exercer son nouveau rôle de superpuissance. On présume qu'en utilisant les *pattern variables* de Parsons on peut tracer avec une certaine précision la transformation de « traditionnelle » à « moderne » des sociétés occidentales industrialisées afin de répliquer leur parcours dans les pays sous-développés (Leys, 1996, p. 9). Même si les théoriciens de la modernisation notent que chaque pays est unique, on constate que leurs

analyses minimisent les différences entre les pays sous-développés. Les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie sont unifiés sous la catégorie de « traditionnelle » (Gilman, 2003, p. 5).

D'après les partisans de la théorie de la modernisation, les obstacles au progrès des régions « traditionnelles » requièrent l'intervention de l'Occident afin de mettre en œuvre le développement; une fois sur le chemin, ces sociétés évolueront vers la « modernité » de la même façon que l'a fait l'Occident. L'ingérence des puissances mondiales dans les pays « arriérés » n'est pas nouvelle. Au 19^e siècle, les sociétés « non civilisées » sont conquises ou assimilées au nom de la « civilisation ». Un siècle plus tard, ce qu'on désigne comme étant différent est défini comme étant « traditionnel » et à être conquis (dans le cas du communisme) ou assimilé (dans les cas non communistes) au nom de la « modernisation » et du « développement » (Manzo, 1991, p. 10). Le caractère particulier de la théorie de la modernisation c'est qu'elle est procapitaliste (en encourageant l'industrialisation « américaine » orientée vers le consummateurisme), anticomuniste, favorable à l'hégémonie géopolitique américaine (voulant établir les États-Unis comme la superpuissance d'après-guerre) et sceptique du radicalisme des classes ouvrières (à cause de sa posture anticomuniste) (Gilman, 2003, p. 239).

Le rôle de la classe moyenne dans la théorie de la modernisation

Selon Engelhart, les théoriciens de la modernisation projettent une image de la classe moyenne qui encourage non seulement le développement économique, mais aussi la démocratisation de leur société (2003, p. 255). Représentant les valeurs de l'Éthique protestante, les classes moyennes sont présumées incarner une forte orientation vers la réussite, l'éthique de travail, l'engagement à l'économie, le don des affaires et la confiance dans les valeurs pratiques

d'éducation (Davis, 2004, p. 29). De plus, la théorie de la modernisation acclame la famille nucléaire comme « moderne », car elle libère les gens (c'est-à-dire, les hommes) des contraintes traditionnelles imposées par les familles étendues, leur permettant de poursuivre des buts personnels (c'est-à-dire des gains matériels) (Gilman, 2003, p. 247). Selon Lipset et Rostow (deux théoriciens bien connus de la modernisation), le consummateurisme de la classe moyenne est considéré un élément clé du développement capitaliste.

Les idées avancées par le sociologue et membre du laboratoire d'idée le *Hoover Institution* Seymour Lipset, résume bien l'influence de la dichotomie moderne-traditionnelle et de la thèse de l'Éthique protestante. Dans la citation suivante, Lipset proclame que l'Amérique latine n'a pas évolué à une société capitaliste développée comparable à l'Amérique du Nord à cause de ses caractéristiques « traditionnelles » et catholiques (plutôt que protestantes) :

The relative failure of Latin American countries to develop on a scale comparable to those of North America or Australasia has been seen as, in some part, a consequence of variations in value systems dominating these two areas. The overseas offspring of Great Britain seemingly had the advantage of values derivative in part from the Protestant Ethic and from the formation of "New Societies" in which feudal ascriptive elements were missing. Since Latin America, on the other hand is Catholic, it has been dominated for centuries by ruling elites who created a social structure congruent with feudal social value (Lipset, 1967, p. 4).

Lipset estime que la classe moyenne est une variable moderne qui non seulement distingue les pays développés des pays sous-développés, mais qui aide aussi à la modernisation et au développement d'une nation. Puisque la société latino-américaine est organisée autour de la famille et de la communauté locale, sa classe moyenne reflète ces valeurs « traditionnelles »

plutôt que des valeurs « modernes » représentées par l'Éthique protestante qui dit-on, promeut le développement capitaliste. D'après Lipset, la classe moyenne dans une société traditionnelle est préoccupée par la sécurité, la modération et le prestige, des qualités qui ne se prêtent pas au développement capitaliste (Lipset, 1967, p. 7).

La théorie de la modernisation de Lipset considère la classe moyenne importante, car elle suppose que les penchants de cette classe peuvent influencer les attentes et les normes de toute la société (Lipset, 1967, p. 8). De même, Lipset estime que la croissance de la classe moyenne dénote un pays développé tout autant que la croissance de la richesse (Lipset, 1981, p. 85), car la théorie de la modernisation estime qu'il ne peut y avoir de croissance économique sans la présence d'une classe moyenne robuste.

Lipset n'est pas le seul théoricien de la modernisation qui priorise la présence d'une classe moyenne dans une société dite moderne et développée. L'influent économiste Rostow fait l'exposé d'une théorie de stages de développement économique dans laquelle on accorde à la classe moyenne un rôle vital. Dans *Stages of Economic Growth : a non-communist manifesto*, Rostow distingue cinq stades⁸ dans l'évolution des sociétés et il raisonne que toutes les sociétés commencent à la phase traditionnelle; la meilleure façon d'atteindre et d'accélérer la transition aux étapes plus élevées est de suivre un chemin similaire à celui poursuivi par les pays développés capitalistes (Kay, 1989, p. 7). Même si Rostow n'estime pas que les pays pauvres répéteront le même parcours que les nations occidentales, son modèle reste essentiellement unilinéaire vers le stade final de consommation de masse (Gilman, 2003, p. 192).

⁸ Les cinq stades en ordre de croissance : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, la maturité et la consommation de masse (Rostow, 1990).

Dans le chapitre « The Age of High-Mass Consumption » portant sur le stade final du développement, Rostow déclare que les États-Unis sont la première société à avoir évolué de façon marquée de « l'étape de la maturité » à « l'âge de consommation de masse ». Rostow estime que les années 1920 sont centrales à l'ascension des États-Unis au stade de consommation de masse et que la montée d'une nouvelle classe moyenne en est déterminante; l'ère des professionnels, des travailleurs qualifiés et semi-qualifiés est arrivée. Selon Rostow, cette tendance dans la structure de la main-d'œuvre est présente dans toutes les sociétés post-maturité. Rostow cite l'augmentation de la production industrielle et de l'importance croissante de l'automobile comme des indications de l'ascension de la classe moyenne américaine (Rostow, 1990, p. 74-77).

Selon la théorie de la modernisation de Rostow, une société moderne ne doit pas simplement avoir une classe moyenne, mais une classe moyenne qui est le moteur de cette consommation de masse. L'implication est donc que les classes sociales sont définies par leur consommation plutôt que par leurs relations aux moyens de production. Le rôle important accordé au consommateurisme de la classe moyenne dans le développement capitaliste est une idée qui est toujours présente (implicitement ou explicitement) dans l'idéologie du développement.

L'approche de la dépendance

La théorie de modernisation explique le sous-développement latino-américain par ses attitudes et ses institutions traditionnelles (des lègues du passé colonial) qui agissent comme barrières aux efforts de développement économique, social ou politique. Les valeurs catholiques

et autochtones sont perçues comme « irrationnelles » et néfastes à la modernisation (Valenzuela et Valenzuela, 1978, p. 540). L'approche de la dépendance rejette ces tentatives de localiser la source du sous-développement en Amérique latine uniquement sur ses attributs « traditionnels ». De plus, elle n'accepte pas que l'Occident soit un agent privilégié du développement dans les pays du Sud (Manzo, 1991, p. 10).

L'approche de la dépendance a renversé plusieurs des suppositions de la théorie de la modernisation. Par exemple, puisque l'Occident doit assurer le développement des sociétés « traditionnelles » en leur transmettant leurs valeurs, leur système économique, etc., l'approche de la modernisation suggère que les pays sous-développés doivent s'intégrer à l'économie mondiale afin de se « développer ». Contrairement, l'approche de la dépendance estime que le développement occidental n'offre rien de concret à la périphérie; par conséquent, elle propose de réduire les liens avec les centres et d'encourager la croissance économique nationale (Leys, 1996, p. 12). Selon Valenzuela et Valenzuela, la théorie de la modernisation et l'approche de la dépendance sont deux perspectives très différentes qui cherchent à expliquer les mêmes réalités (1978, p. 536). Certains, tels que Cardoso et Faletto, identifient les élites locales comme des acteurs critiques qui tirent profit de la situation de dépendance en ouvrant la porte aux entreprises multinationales et aux arrangements d'échange défavorables (Roberts et Hite, 2000, p. 12). Comme nous le verrons, Cardoso et Faletto accordent une grande importance au rôle et aux alliances de la classe moyenne qui selon eux, influence la situation de dépendance des pays latino-américains.

L'approche de la dépendance : Cardoso et Faletto

Selon Kay, Cardoso est l'un des auteurs influents de l'approche de la dépendance qui avec Faletto écrit l'un des premiers livres importants sur la dépendance en Amérique latine; *Dépendance et développement en Amérique latine* est maintenant considéré un classique (1989, p. 134). Semblablement, Larrain estime que l'analyse par Cardoso et Faletto est la plus convaincante, équilibrée et complète de l'approche de la dépendance. De plus, c'est l'analyse qui combine le mieux la situation de sous-développement et de dépendance en Amérique latine avec les concepts utilisés par le marxisme classique dans l'analyse des sociétés capitalistes (Larrain, 1989, p. 159). Je me concentre particulièrement sur l'analyse (réformiste selon Kay) de Cardoso et Faletto⁹, car dans mes recherches, ils sont parmi les théoriciens de la dépendance les plus cités et référencés (après Frank, qui est plus connu en Occident principalement parce qu'il écrivait en anglais).

Au lieu d'étudier les diverses variables qui définissent une société moderne, Cardoso et Faletto soutiennent qu'il est important d'étudier les contextes historico-structurels dans lesquels

⁹ Kay identifie deux postures parmi les dépendantistes : les réformistes et les (néo-) marxistes. Les auteurs néo-marxistes importants sont Marini, Dos Santos et Frank et les dépendantistes réformistes principaux sont Cardoso et Faletto, Sunkel et Furtado. Selon Kay, les idées réformistes peuvent être considérées comme des élaborations de l'école structuraliste menée par Raul Prebisch de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) des Nations Unies; les réformistes tentent de reformuler la posture de la CEPAL en réponse à la crise d'industrialisation de substitution aux importations. Comparativement, les dépendantistes (néo-) marxistes sont plus portés que les réformistes à critiquer les théories économiques traditionnelles et le paradigme de la modernisation. Malgré leurs différentes bases théoriques, Kay remarque que les quelques définitions formelles des approches réformistes et marxistes sont très similaires; les deux mettent l'accent sur l'interdépendance et l'absence de capacité de croissance autonome dans les pays dépendants (Kay, 1989, p. 128).

ces variables sont produites. Ils critiquent le fait que la théorie de la modernisation ne tient pas compte des variations historiques et des spécificités de chaque situation de sous-développement. Selon Cardoso et Faletto, la spécificité historique du sous-développement découle de la relation entre les sociétés périphériques et centrales. Dans le schéma centre-périphérie, les centres produisent des biens préfabriqués à partir de matières premières produites par les périphéries. Cardoso et Faletto maintiennent que ce système requiert une structure de relations de domination afin d'assurer un échange international qui s'appuie sur de la marchandise fabriquée avec un niveau de technologie et de coût de main-d'œuvre inégal. Par conséquent, la périphérie ne peut pas se développer en suivant l'évolution des économies des pays du centre, car le processus capitaliste nécessite une relation inégale entre les économies du centre et de la périphérie (Cardoso et Faletto, 1979, p. 13-23).

Cardoso et Faletto rejettent l'idée que la dépendance est simplement une cause externe; leur approche insiste sur la transformation historique des structures par le conflit, les mouvements sociaux et les luttes de classes. La dépendance n'est pas un facteur externe qui cause des effets internes, mais plutôt une condition générale qui ne peut s'exprimer qu'au travers de conflits de classes internes (Larrain, 1989, p. 160). Comme l'explique Kay, Cardoso et Faletto analysent la relation entre les facteurs internes et externes qui déterminent le processus de développement en Amérique latine. Suite à la nouvelle indépendance des nations latino-américaines, on traverse une phase « d'expansion vers l'extérieur » qui selon Cardoso et Faletto, se distingue par deux types de dépendance : les pays où le système de production est maîtrisé nationalement, et les pays où le secteur d'exportation est dirigé par des étrangers (nommés des économies d'enclaves) (Kay, 1989, p. 135). Alors, les changements qui se produisent dans le système capitaliste mondial ne résultent pas automatiquement en des transformations dans la

périphérie, « ... but find a concrete expression through local interests, state policies and class struggles ». Par conséquent, il existe différentes formes de dépendance (Larrain, 1989, p. 160).

Cardoso et Faletto soutiennent qu'un développement capitaliste peut se produire, et qu'il existe, dans des situations de dépendance en Amérique latine; ils nomment ce phénomène le développement associé-dépendant, une forme de développement soutenu par l'investissement étranger en association avec le capital interne au travers de l'importation de technologies. C'est aussi pour cette raison que le parcours d'accumulation de capital dans la périphérie ne peut pas être complètement effectué localement, car il nécessite la technologie du centre (Larrain, 1989, p. 161). Toutefois, des situations de développement associé-dépendant ne peuvent survenir que là où un « hôte » local facilite les liens économiques (Roberts et Hite, 2000, p. 13). Larrain résume bien le concept général de la dépendance selon Cardoso et Faletto :

A situation of dependency is nothing more than the particular way in which the impact of the international capitalist system whose dynamic centres are not in the third world is received, that is to say, negotiated, accepted, modified, adapted or rejected, through the internal political and class system of a specific peripheral country or region (Larrain, 1989, p. 160).

Cardoso, Faletto et la classe moyenne

Cardoso et Faletto distinguent cinq étapes de dépendance dans le processus de développement en Amérique latine; une première période de colonialisme du début du 16^e siècle qui marque l'incorporation de l'Amérique latine jusqu'aux guerres d'indépendance (1810-1825); une deuxième période d'expansion vers l'extérieur à partir de la fin du colonialisme en 1825 à la

fin du 19^e siècle; de 1900 à 1930, une période de transition qui est caractérisée par la crise du système oligarchique et l'incorporation politique des classes moyennes; une quatrième période d'expansion et de consolidation d'un marché interne (expansion interne) de 1930 à la mi 1950 par l'entremise de l'industrialisation par substitution aux importations, caractérisée politiquement par le populisme et le nationalisme; et une cinquième période de « nouvelle dépendance » caractérisée par l'augmentation de l'internationalisation des économies latino-américaines par l'entremise de l'investissement direct des multinationales, qui commandent maintenant les parties les plus dynamiques du processus d'industrialisation (Larrain, 1989, p. 164-165).

Pour cette thèse, c'est le troisième stade qui est d'intérêt. Lors de la période de transition (de 1900 à 1930), la diversification de l'économie d'exportation mène à l'émergence d'une classe moyenne. Pour Cardoso et Faletto la classe moyenne est le germe d'une bourgeoisie industrielle (techniciens, fonctionnaires et militaires, employés de bureau, etc.) qui se distingue selon l'organisation du système exportateur des pays (Cardoso et Faletto, 1978, p. 92). L'expansion et la diversification de l'économie d'exportation à la fin du 19^e siècle mènent à l'émergence d'une classe moyenne en Amérique latine au début du 20^e siècle; la domination politique de l'oligarchie s'efface à cause du déclin de l'économie d'exportation (accélééré par la Première Guerre mondiale et la grande dépression). L'incorporation des classes moyennes comme nouvelle puissance politique est liée à la nécessité de favoriser l'économie d'exportation et le développement des marchés internes pouvant être satisfaits par l'industrie locale (Larrain, 1989, p. 167). Cardoso et Faletto attribuent donc à la classe moyenne une qualité de modération quant à la nature économique de la société latino-américaine.

Selon Davis, les idées du développement dépendant de Cardoso et Faletto reposent en partie sur l'affirmation que les alliances que forme la classe moyenne (soi le secteur capitaliste

ou les ouvriers et les paysans, ou les deux) déterminent le chemin de développement des pays sous-développés. De plus, les alliances de la classe moyenne déterminent si un pays développera une économie d'enclave plutôt qu'une économie contrôlée au niveau national (Davis, 2004, p. 55). Peu importe si un pays a une économie d'enclave ou non, Cardoso et Faletto déclarent que « ... in all cases, the domestic economy developed through pressure from middle groups allied with the existing bourgeois capital sector, or with the worker-peasant sector, or with both » (1979, p. 27)¹⁰. Donc, Cardoso et Faletto conceptualisent les classes moyennes comme des protagonistes essentiels au développement de la périphérie quoique leur influence n'est jamais autonome : leurs actions dépendent d'autres classes (Davis, 2004, p. 56)

D'après Davis, Cardoso et Faletto sont parmi les seuls dépendantistes qui identifient conceptuellement les classes moyennes. Par contre, Davis soutient qu'ils sont préoccupés par une conceptualisation très étroite et vague des classes moyennes. Ils s'intéressent surtout aux classes moyennes urbaines salariées, plus aptes à appuyer politiquement les projets d'industrialisation avancés par les capitalistes (Davis, 2004, p. 57). La classe moyenne sert de pion politique. Malgré la vague définition qu'accordent Cardoso et Faletto à la classe moyenne, il existe un parallèle entre l'importance qu'ils lui reconnaissent quant au développement de la périphérie et l'importance que lui accorde Rostow pour le développement des États-Unis. Comparativement à Rostow, son impact n'est pas toujours aussi positif, en fonction de ses alliances politiques.

Selon Rostow, la montée de la classe moyenne américaine et la subséquente augmentation de la production industrielle américaine sont déterminantes pour d'atteindre l'ultime stade de développement. Semblablement à Rostow, Cardoso et Faletto décrivent

¹⁰ Il est intéressant de noter que les catégories de classes de Cardoso et Faletto concordent bien avec le concept de classes wébérien.

l'apparition de la classe moyenne lors de la « période de transition » où les économies d'exportation en Amérique latine se sont développées. Le germe d'une bourgeoisie industrielle, composée de professionnels, de fonctionnaires, de cols blancs, etc. dépend de la façon dont le système d'exportation est organisé dans chaque pays (Cardoso et Faletto, 1978, p. 92). Toutefois, le rôle de la classe moyenne dans le développement économique de l'Amérique latine n'est pas défini aussi clairement que le fait Rostow. Il est intéressant de noter que l'importance de la classe moyenne dans l'approche de la dépendance de Cardoso et Faletto a possiblement été exagérée dans la traduction de l'espagnol à l'anglais. Le titre du quatrième chapitre de *Dependency and Development in Latin America* est « Development and Social Change: the Political Role of the Middle Classes », tandis que dans la version espagnole, le titre ne fait aucune mention de la classe moyenne : « Desarrollo y cambio social en el momento de transición » (Packenham, 1982, p. 135). La version française, une traduction qui s'appuie sur les versions espagnole et anglaise, opte aussi pour les titres évoquant la classe moyenne. Suivant l'approche de cette thèse, nous pouvons estimer que l'importance de la classe moyenne pour le développement capitaliste est une idée occidentale importée par Cardoso et Faletto dans leur ouvrage et par après, accentuée dans les traductions occidentales.

Certaines critiques de l'approche de la dépendance

Il est tenu pour acquis que l'approche de la dépendance (particulièrement celle promulguée par Cardoso et Faletto) et la théorie de modernisation sont incompatibles. En réalité, les deux sont prises dans un discours moderniste qui cherche à accroître les avantages du développement capitaliste qu'en tirent les régions dites sous-développées. Selon Manzo, les deux

présentent les états capitalistes occidentaux comme l'image ou le modèle de ce que constitue être « développés » (1991, p. 20). Dans le domaine du développement, de forts liens entre le Nord et le Sud sont essentiels au développement des pays sous-développés, tandis que l'approche de la dépendance reproche à ces liens d'avoir écarté le Sud de son « progrès naturel » et de perpétuer sa dépendance. Les différences entre les deux surviennent de leurs approches pour atteindre le modèle occidental d'autonomie nationale avec croissance, plutôt que dans leur questionnement de son statut comme modèle (Manzo, 1991, p. 20).

Dans la littérature de dépendance, on met l'accent sur l'explication du sous-développement latino-américain et non sur le fonctionnement du capitalisme, même si certains auteurs estiment que leurs efforts contribuent à une compréhension du capitalisme et de ses contradictions. Il est sous-entendu que les dépendantistes partagent la perception économique classique de la nature humaine (Valenzuela et Valenzuela, 1978, p. 544). De plus, la vision du développement comme processus naturel et inné (tel que critiqué par Rist dans l'introduction) n'est pas questionnée.

Le fait que l'approche de la dépendance ne propose pas de solution aux problèmes est une critique qui est fréquemment soulevée. Comme Manzo, Rist est particulièrement critique du fait que les dépendantistes ne remettent pas plus en question l'idée du développement lui-même. Il explique que les dépendantistes « ... se contentent de proposer le même type de développement au bénéfice *d'autres classes* » (Rist, 2007, p. 211). Alors selon cette logique dépendantistes, le développement non restreint de la périphérie aurait suivi son cours naturel à une étape développée. Donc, la théorie de la dépendance explique l'origine du sous-développement, mais elle n'explique pas le développement même (Rist, 2007, p. 212).

En fin de compte, l'approche de la dépendance n'est pas aussi critique de l'impérialisme qu'elle paraît. De plus, « sa variante modérée et dominante suggérerait une association avec les pays riches » (Bresser-Pereira, 2009, p. 538). La dépendance partage plusieurs des suppositions du paradigme dominant qu'elle cherche à contrer; elle compare le développement à l'autonomie et à la croissance nationale, comme les développementalistes, et elle ne critique pas l'image classique de l'Occident comme *le* modèle de société développée (Manzo, 1991, p. 12).

Conclusion

Aujourd'hui, nous retrouvons l'influence de la théorie de la modernisation dans la tendance d'associer à un pays développé la présence importante d'une classe moyenne. La croissance d'une classe moyenne démontre que les pays sous-développés réussissent à surmonter leurs institutions et caractéristiques « traditionnelles », qui selon la théorie de la modernisation, empêchaient ou retardaient leur développement économique et social. Le rôle important qu'on accorde à la classe moyenne se retrouve même dans l'approche de la dépendance qui est critique des suppositions de la théorie de la modernisation.

La théorie de la modernisation, une grande influence sur l'idéologie du développement, épouse une vision du développement capitaliste comme naturel et le stade ultime du développement. Le rôle important qui est accordé à la classe moyenne démontre qu'elle est un élément intrinsèque de cette vision du développement. Donc, afin de critiquer le fondement de la théorie de la modernisation et sa supposition évolutionniste du développement, il faudrait aussi critiquer le rôle qu'y joue la classe moyenne. Le fait que l'approche de la dépendance accorde une importance centrale à la classe moyenne dans le développement (ou sous-développement) de

l'Amérique latine démontre qu'elle aussi est prise dans un discours moderniste, car s'interroger sur le rôle de la classe moyenne mène à un questionnement de son rôle clé de consommation dans le développement capitaliste que lui accorde la théorie de la modernisation. Par conséquent, ni la théorie de la modernisation, ni l'approche de la dépendance ne nous permettent de saisir le rôle de l'idée de la classe moyenne dans le développement de l'Amérique latine de façon critique quant au développement capitaliste. Toutefois, elles nous permettent de comprendre le rôle que l'idée de la classe moyenne occupe dans l'idéologie du développement par sa présence importante dans diverses théories de développement provenant de l'Occident *et* de l'Amérique latine.

Le chapitre suivant examine l'idée de la classe moyenne en Amérique latine par l'entremise d'une étude de cas du Pérou. Comme nous le verrons, le concept de classe en Amérique latine est toujours influencé par son passé colonial, et une loi accordant des droits réservés aux employés de bureau péruviens ancrera l'idée d'une classe moyenne au Pérou qui est influencé par la mentalité et les suppositions d'une société de caste. L'idée de la classe moyenne soutenue par cette loi aidera à diviser la classe populaire péruvienne à l'avantage de l'État et des capitalistes.

CHAPITRE 3

L'inquiétude quant à l'état de la classe moyenne dans les pays développés et sous-développés provient de la supposition commune dans le domaine du développement selon laquelle une classe moyenne robuste est signe de la vigueur d'une société (c'est-à-dire de sa croissance et de sa modernisation économiques). Les classes moyennes sont centrales à plusieurs théories de développement qui tentent d'expliquer le caractère et le moment de l'industrialisation en Occident (Davis, 2004, p. 29). Une grande classe moyenne est estimée vitale pour l'économie capitaliste, car c'est elle qui achète les biens de consommation; même que Littrell et ses collaborateurs déclarent que la classe moyenne, c'est le marché (2010, p. 100). Pour plusieurs, le développement d'une société prospère et harmonieuse n'est pas possible sans une classe moyenne vibrante (Littrell et collab., 2010, p. 108).

Comme nous avons vu dans le deuxième chapitre, les États-Unis sont souvent caractérisés par diverses théories de développement (telle que la théorie de la modernisation) comme modèle d'une société développée moderne dont le chemin de modernisation est à être émulé par les pays sous-développés. Il est donc important d'illustrer le rôle central qu'on accorde à la classe moyenne américaine, particulièrement en fait de moteur économique. Aux États-Unis, presque tous les aspects de la culture politique et populaire renforcent l'idée que la classe moyenne est le statut typique des Américains (Zweig, 2000, p. 39). D'après Zweig, ce qui a incité l'idée que la majorité des Américains sont de classe moyenne ce sont les idées sur la mobilité sociale, les politiques et les idéologies de la Guerre froide, la couverture médiatique des questions de classes et d'économie, et avant tout, la promotion du consummateurisme. Les patrons de consommation de la classe moyenne sont considérés comme archétype; dans l'ère de

la prospérité et de consummateurisme, tout le monde est de la « classe moyenne », ou au moins espère vivre un mode de vie de classe moyenne (Zweig, 2000, p. 39 et 51).

Semblablement aux États-Unis, la majorité de la population latino-américaine se dit membre de la classe moyenne. Par exemple, plus de 80 % de la population chilienne se considère de la classe moyenne, même si en matière de revenu et de métiers (selon les catégories wébériennes), Mendez estime que la classe moyenne chilienne compose moins de 45 % de la population (2008, p. 224). Selon Gurria, la classe moyenne en Amérique latine est un groupe hétérogène qui ne correspond pas à la notion stéréotypée de la classe moyenne des pays de l'OCDE; la classe moyenne latino-américaine a surmonté la pauvreté, mais reste toujours vulnérable (Gurria, 2011).

Malgré le fait que seulement une petite section de la population en Amérique latine serait considérée de classe moyenne par les standards occidentaux wébériens, l'idée de la classe moyenne a joué un rôle important dans le développement de la société latino-américaine. Comme indiqué dans le premier chapitre, une critique marxiste du concept de la classe moyenne, c'est que les employeurs l'utilisent pour affaiblir la solidarité entre les travailleurs en créant des divisions artificielles et que l'État encourage ces divisions avec des distinctions légales. Dans son livre *The Idea of the Middle Class: White-Collar Workers and Peruvian Society, 1900-1950*, Parker illustre la création de cette division artificielle entre travailleurs au Pérou avec l'adoption de la loi des *empleados* (employés). Parker décrit à quel point la désignation légale comme membre d'une catégorie occupationnelle particulière est devenue une marque de classe désirée – classe moyenne – et même possiblement une marque de caste (Parker, 2005, p. 374).

Dans ce chapitre, le Pérou sert d'étude de cas pour démontrer le rôle que l'idée de la classe moyenne a eu dans le développement d'un pays en Amérique latine. Comme l'explique Parker, le cas péruvien n'est pas exceptionnel; les conclusions avancées quant au développement et à la nature de la classe moyenne au Pérou peuvent être considérées typiques de plusieurs nations latino-américaines, et même celles de l'Europe du Sud et central (Parker, 2005, p. 367). Le livre et l'article de Parker sur le cas du Pérou servent de fondement à ce chapitre, car Parker est original dans son analyse critique de l'idée de la classe moyenne; les autres auteurs consultés pour cette thèse résument plutôt les différentes définitions de ce qu'est la classe moyenne. Les auteurs écrivant sur la classe moyenne en Amérique latine adoptent généralement une approche analytique wébérienne, car ils critiquent la distribution de *life chances* plutôt que de critiquer le système capitaliste. Parker est un historien plutôt qu'un théoricien, alors il n'utilise pas de termes explicitement marxistes ou wébériens. J'estime qu'il adopte une analyse de la classe moyenne au Pérou qui est plutôt wébérienne, mais que c'est une analyse de la classe moyenne péruvienne qui est plus critique quant à sa composition et à son impact sur la société péruvienne et qui par conséquent, se prête plus facilement à l'approche marxiste de cette thèse.

Ce chapitre présente d'abord une mise en scène de la situation de classe en Amérique latine en générale, puis d'une discussion de l'évolution du concept de classe, telle que d'écrite par Parker. Ensuite seront abordés un bref historique du concept de la classe moyenne au Pérou et un historique de la loi péruvienne touchant les employés de bureau. Ce chapitre terminera avec une explication de l'impact de cette loi et une analyse de la situation péruvienne dans le contexte de la critique marxiste de la classe moyenne.

La classe moyenne en Amérique latine

Malgré les différences entre le Sud et le Nord, l'idéal de la classe moyenne américaine reste un archétype influent dans la théorie du développement. Au Mexique par exemple, les aspirations de se joindre à la classe moyenne sont communes. Toutefois au Mexique, comme dans d'autres pays sous-développés, la classe moyenne n'est pas vraiment moyenne, mais plutôt intermédiaire : entre la majorité pauvre et la minorité riche (Gilbert, 2007, p. 11 et 15). Néanmoins, par rapport à la classe moyenne latino-américaine, l'OCDE a des attentes élevées en matière de réformes progressives et de démocratisation (c'est-à-dire développement capitaliste) (Gurria, 2011).

Selon Nancy Birdsall, une économiste du développement et présidente du *Center for Global Development*, il n'y a aucun consensus parmi les économistes de développement en ce qui concerne un revenu minimum dans les pays en voie de développement qui représente le statut de classe moyenne. Il est plutôt vrai qu'être membre de la classe moyenne dans les pays sous-développés fait allusion à un niveau de sécurité économique raisonnable. La sécurité économique sous-entend que lors de déclin économiques normaux, il soit peu probable qu'un ménage doive vendre des atouts ménagers ou d'entreprises ou doive retirer les enfants de l'école et qu'il soit assuré par des économies personnelles et de l'assurance formelle (Birdsall, 2010, p. 5-6).

Une différence à noter entre l'Amérique latine et l'Occident, c'est la proportion importante de la population latino-américaine qui survit dans les marges de l'économie

capitaliste : c'est-à-dire, par le biais du secteur informel¹¹. Dans les pays développés, les classes sociales peuvent être relativement homogènes. Comparativement, les périphéries sont plus fractionnées à cause de leur participation limitée dans l'économie formelle (Portes et Hoffman, 2003, p. 43-44). Adoptant une approche wébérienne, Portes et Hoffman estiment que l'on peut former une typologie d'une structure de classe de base des sociétés latino-américaines en observant si les individus ont accès aux avoirs suivant : du capital et des moyens de production, le contrôle de la main-d'œuvre, les compétences rares et valorisées, la protection législative et un mode de rémunération (2003, p. 46-47).

Selon Portes et Hoffman, le prolétariat informel est numériquement la partie de la population la plus importante en Amérique latine (en 1998, elle comprenait 48 pour cent de la population) et elle est exclue des relations capitalistes modernes (Portes et Hoffman, 2003, p. 50 et 53). Malgré cette importance, les ouvrages portant sur les classes en Amérique latine discutent rarement du secteur informel, possiblement parce que l'approche wébérienne adoptée par la majorité des auteurs ne différencie pas les travailleurs de l'économie formelle de ceux de l'économie informelle : la possession de divers *life chances* supplantant cette division. Quant à la classe moyenne en Amérique latine, Romero estime que même si les occasions de monter l'échelle sociale ne sont toujours pas égalitaires, le mode de vie et la culture de classe moyenne sont répandus dans la société latino-américaine (2001, p. 484).

Les experts de développement ont souvent déclaré qu'une classe moyenne croissante sera indispensable au développement de l'Amérique latine (Parker, 1998, p. ix). Le cas du Pérou, tel

¹¹ Portes et Hoffman décrivent le secteur informel comme étant la proportion de la population qui n'est pas incorporée « ... into fully commodified, legally regulated working relations, but survives at their margin in a wide variety of subsistence and semi-clandestine economic activities » (2003, p. 43).

qu'étudié par Parker, servira à comprendre la classe moyenne en Amérique latine en ce qui concerne sa composition et son rôle.

L'évolution du concept de classe

Afin de comprendre l'évolution de l'idée de la classe moyenne au Pérou, il est important d'observer l'évolution du concept de classe en général. Selon Parker, les termes *caste*, *rang*, *ordre* et *état* sont souvent utilisés de façon plus ou moins interchangeable dans la littérature américaine et européenne sur la formation de classes. Ces termes évoquent une période de l'Histoire, telle le féodalisme, où les positions sociales sont perçues comme attribuées et non atteintes : une mesure de qualité et d'honneur innée plutôt qu'une récompense pour un travail accompli ou une fortune amassée. Cette société n'est pas considérée fluide, les individus ne pouvant pas grimper l'échelle sociale. Il s'agit plutôt d'une société ordonnée par Dieu; chaque personne a sa place et sa fonction assignée, contribuant à la société de façon prédestinée. Les membres d'ordres différents ont typiquement des droits, des privilèges et des fonctions juridiques distinctes (Parker, 2005, p. 368).

D'après Parker, même si cette vision de la société est largement fictive, c'était une fiction acceptée qui a formé la compréhension populaire du monde et de la place des gens au sein de ce monde (Parker, 2005, p. 368). La prémisse principale de Parker, c'est que comme d'autres abstractions, les classes sont un produit de l'esprit (*of the mind*). C'est-à-dire, la société est tellement complexe qu'elle peut être décrite d'une multitude de manières. Par conséquent, lorsque des gens s'identifient comme membres d'une classe sociale particulière, ils font des choix idéologiques importants qui incarnent leurs suppositions sur la nature de la société et de

leur place au sein d'elle (Parker, 1998, p. 9). Parker maintient que les idées de classes sont des concepts inventés pour servir un but idéologique : « Ideas of class face tremendous competition in the marketplace of ideas. There are opposing collective identities grounded in religion, gender, ethnicity, and so on, just as there are visions of society that deny altogether the existence of classes or class conflict » (Parker, 1998, p. 10).

Parker soutient que les académiciens travaillant dans les traditions marxistes et wébériennes s'accordent sur le point suivant : le capitalisme et le libéralisme ont ébranlé l'orthodoxie d'une société d'ordre ou de rang ou de caste, menant à une société de classe. Cette vision d'une hiérarchie innée est remplacée par une prise de conscience selon laquelle la position sociale est construite plutôt qu'héritée (Parker, 2005, p. 368). Les politiques modernes de classe ouvrière et de militantisme ouvrier ne sont plus compatibles avec le langage d'ordre ou de rang et par conséquent, le langage de classe prédomine. En plus, la croissance du statut de métiers non manuels (et le statut déclinant du travail manuel) est à la base de l'émergence de la vision d'une société ayant trois classes : la bourgeoisie (ou capitaliste), la classe moyenne et la classe ouvrière (Parker, 2005, p. 369).

Historique du concept de la classe moyenne au Pérou

Selon la prémisse centrale de Parker, même vers la fin du 20^e siècle, la formation de classe moyenne au Pérou est grandement influencée par la mentalité et les suppositions d'une société de castes en dépit de l'adoption d'un langage de classe qui à première vue semble être explicite et même radicale (Parker, 2005, p. 367). Ces suppositions d'une société de castes proviennent d'une vision répandue au travers de l'Amérique latine et ayant des racines dans son

passé colonial de la société ayant seulement deux classes. À cette époque, dans le discours de tous les jours, les membres au haut de la hiérarchie sociale sont appelés la *gente decente* (les personnes décentes ou respectables) et ceux au bas sont nommés la *gente de pueblo* (les gens communs). Ces classifications sous-entendent un jugement du caractère d'une personne plutôt qu'une localisation dans la structure sociale. Comparativement aux termes qui dénotent un statut économique momentané, *gente decente* et *gente de pueblo* sont des catégories morales, indiquant des qualités intrinsèques et non des circonstances transitoires (Parker, 1998, p. 24).

Ce qui sépare la *gente decente* de la *gente de pueblo* est très subjectif. Même si les critères de ce qui constitue une personne « respectable » ne sont pas précisés, les Péruviens s'accordent sur plusieurs d'entre eux (mais pas tous). Premièrement, la peau blanche est un signe de respectabilité, tandis que des traits d'héritage africain, autochtone ou asiatique ne le sont pas. Toutefois, l'ethnicité au Pérou, comme dans la majorité de l'Amérique latine, n'est pas simplement une fonction biologique. Les *mestizos*¹² riches, éduqués, cultivés et bien vêtis peuvent être perçus comme blancs et sont couramment acceptés dans les cercles de la haute société (Parker, 1998, p. 26).

La famille et l'ascendance sont aussi importantes dans la distinction entre la *gente decente* et la *gente de pueblo*, tout comme les rituels d'une société catholique, l'éducation, le logement, la tenue, la parole et la posture. Travailler avec ses mains n'est pas considéré comme respectable. Plusieurs artisans s'estiment respectables, mais toujours en dépit de leurs professions plutôt qu'à cause d'elles (Parker, 1998, p. 27). L'argent est une acquisition et non une qualité intrinsèque, et ne peut donc pas servir de véritable mesure d'une personne. Toutefois,

¹² Parker définit *mestizo* comme étant un Latino-américain ayant un héritage européen et autochtone (1998, p. 244).

l'argent a un impact considérable sur la position sociale, car la plupart des qualités de respectabilité ne sont pas accessibles aux pauvres pour des raisons économiques (Parker, 1998, p. 28).

Tandis qu'au tournant du siècle, les Péruviens commencent à utiliser le terme « classe moyenne », « ... it remained a “misplaced idea,” a foreign import that fit rather poorly into a lexicon of social description still dominated by *gente decente* and *gente de pueblo* » (Parker, 1998, p. 34). Selon Parker, l'idée péruvienne de la classe moyenne est essentiellement une invention du début du 20^e siècle. À l'époque, ce sont les employés de bureau, et autres groupes occupationnels similaires, qui choisissent de s'identifier explicitement comme membres de la classe moyenne – en partie pour gagner un sens d'identité, mais aussi pour légitimer leur lutte de législation sociale (Parker, 1998, p. 7). Parker estime que l'idée de la classe moyenne est attrayante pour les employés de bureau, car elle jouit d'une certaine logique; la majorité des *empleados*¹³ sont situés quelque part entre les rangs les plus hauts et les plus bas rangs de l'échelle sociale; leur revenu et leur niveau de vie les placent souvent plus près de la moyenne sociétale qu'aux deux extrêmes; et ils sont typiquement plus aisés que certains, mais pas autant que d'autres en termes de prestige et de statut social (Parker, 1998, p. 15).

Ces changements sociaux s'effectuent parallèlement aux changements politiques au Pérou. En 1919, le gouvernement autoritaire d'Augusto B. Leguía accède au pouvoir et pendant sa présidence, l'économie péruvienne devient plus connectée aux marchés financiers internationaux. Le but de Leguía était d'extraire le Pérou de l'apathie coloniale et de passer au 20^e siècle avec des projets publics financés par des prêts de banques américaines et européennes. La présidence de Leguía était accompagnée de l'apparition d'une classe moyenne péruvienne

¹³ L'équivalent du terme *empleado* en français serait « employé de bureau » ou « col blanc ».

prospère et consommatrice qui dominera le pays politiquement et culturellement jusqu'à la crise économique en 1929 et la chute du gouvernement de Leguía l'année suivante (Atwood, 2001, p. 156-157).

Grâce à leur lutte pour des droits additionnels qui débute en 1919, par 1920 les Péruviens développent collectivement une idée cohérente de ce qu'est une classe moyenne péruvienne et de la manière qu'elle devrait vivre, (Parker, 1998, p. 214). Avant 1919, le terme « classe moyenne » est rarement utilisé au Pérou, mais après, il est rare que l'expression ne soit pas invoquée par les *empleados* (Parker, 2005, p. 370).

La loi des *empleados*

Exclus des avantages d'une loi qui accorde aux ouvriers manuels une journée de huit heures, en 1919 les *empleados* s'organisent et embrassent de plus en plus un vocabulaire de classes – de classe moyenne – afin d'appuyer leurs revendications. Dans leur lutte pour améliorer leurs avantages sociaux, les *empleados* comparent leur situation à celle des *obreros*¹⁴ afin de démontrer que leurs besoins sont fondamentalement distincts. Le discours qu'adoptent les *empleados* insiste sur le fait que l'*empleado* a des besoins différents et plus importants que ceux de l'ouvrier. Par exemple, l'*empleado* doit s'occuper de son apparence, doit être « cultivé » et doit rencontrer certaines obligations et responsabilités non spécifiées qui viennent avec sa circonstance (Parker, 2005, p. 370). Parker cite un article de *La prensa* (un journal de Lima) datant de 1919 illustrant l'idée que la classe moyenne est intrinsèquement différente de la classe ouvrière :

¹⁴ L'équivalent du terme *obrero* en français serait « ouvrier » ou « col bleu ».

The common worker... is satisfied with his meal from the cheap food stand, his drink with his friends in the corner bar and his room in the crowded tenement. In the home of the obrero the wife sells her cooking and the child hawks newspapers on the street. Completely different is the case of the *empleado*, who is always obliged to maintain, even if only in appearance and at the cost of every kind of personal sacrifice, the social position he inherited and which the life of social relations, as well as his own hope of getting ahead, make indispensable (cité dans Parker, 2005, p. 371).

Ces déclarations sur la nature distincte des *empleados* utilisent un langage d'ordre ou de caste. Ils mettent l'accent sur leur origine familiale respectable, qui selon eux requiert un maintien coûteux de certaines coutumes. D'après cet argument, les gens de classe moyenne sont obligés de maintenir un certain niveau et type de consommation (Parker, 2005, p. 371). En décrivant une différence quasi biologique entre les *empleados* et les *obreros*, ces premiers ont invoqué un monde divisé entre une minorité respectable et « *the teeming masses* ». Ce discours d'ordres devient essentiel à l'identification collective des employés de bureau et de la justification de leur lutte de plus en plus radicale pour des avantages matériels et la reconnaissance sociale (Parker, 2005, p. 372).

En 1924, grâce à l'appui du gouvernement de Leguía et au lobbying des *empleados*, une loi est adoptée accordant aux *empleados* une série d'avantages sociaux exclusifs dont l'assurance vie, une pension d'invalidité et des indemnités de licenciement (financés par les employeurs). Aucune loi similaire ne touche les *obreros*, car le chômage périodique est considéré comme une partie de la vie normale et prévu pour les ouvriers (Parker, 2005, p. 372). Avec le passage de la loi des *empleados*, l'État péruvien renforce de façon légale la division de la main-d'œuvre en une classe ouvrière et une classe moyenne.

Comme suite au passage de la loi, plusieurs travailleurs revendiquent afin d'obtenir le statut d'*empleado*, non seulement pour les meilleurs avantages sociaux, mais aussi pour ce statut, symbole de dignité et de respect – signe qu'une personne fait partie de la tranche respectable de la société. La désignation légale d'*empleado* devient désirée comme marque de classe, de classe moyenne plus particulièrement (Parker, 2005, p. 374). Parker estime que l'importance symbolique du statut d'*empleado* découle de son lien à une certaine vision de ce que veut dire être de classe moyenne au Pérou, ce qui rattache aux idées de respectabilité et de décence qui fait appel à l'ancienne société d'ordres (Parker, 2005, p. 376).

Selon Parker, l'idée que la classe moyenne est obligée, presque par nature, de vivre une certaine vie de consommation est un discours très omniprésent et de grande longévité non seulement en Amérique latine, mais aussi dans d'autres pays tels les pays occidentaux (2005, p. 376). Ceci relève du rôle qu'on accorde à la classe moyenne et (plus important encore) à sa consommation, à partir de la théorie de la modernisation jusqu'au rôle qu'on lui accorde actuellement dans la relance économique.

Différencier entre les employés de bureau et les ouvriers n'est pas toujours chose évident, puisque plusieurs travailleurs tombent dans une zone grise entre *empleado* et *obrero*. En théorie, le principe directeur (similaire à l'approche wébérienne) est le degré auquel le travail effectué est intellectuel plutôt que manuel. La description d'emploi n'est pas toujours suffisante donc souvent dans les cas d'arbitrage, les arbitres appuient leurs décisions partiellement sur les qualités comme individu du prétendant. Ceci mène fréquemment à ce qu'on appelle aujourd'hui du profilage socioracial; un héritage autochtone ne disqualifiait pas nécessairement une

revendication pour le statut d'*empleado*, mais il pouvait facilement peser négativement dans la balance (Parker, 2005, p. 374).

Souvent on trouve dans les syndicats un emplacement fertile afin d'étudier les luttes de classes, ce qui est le cas du Pérou. À la suite de la loi des *empleados*, un syndicat pour les *empleados* et un syndicat séparé pour les *obreros* sont formés. Selon Parker, il est possible que les employeurs et l'État aient une attitude de "diviser pour régner", car ils ont tiré avantage d'une main-d'œuvre divisée entre deux syndicats indépendants, et parfois antagonistes. De plus, il ne semblait pas exister chez les capitalistes une peur d'unification des cols blancs aliénés aux cols bleus (Parker, 2005, p. 376).

Toutefois, Parker maintient que les promoteurs les plus ardents de la distinction de classe moyenne sont les employés salariés à revenus modestes et non des bourgeois riches et indépendants. À cause de leur position économique marginale et vulnérable, ils attachent beaucoup d'importance à leur statut légal supérieur : un statut construit symboliquement, idéologiquement et linguistiquement sur un imaginaire social de rangs et d'ordres plutôt que de classes (Parker, 2005, p. 377).

Perte de faveur de la loi des empleados

Dans les années 1960, les chefs des syndicats des *empleados*, inspirés par le marxisme, abandonnent l'idée d'une classe moyenne, optant plutôt pour une vision de solidarité militante entre tous les travailleurs. Ce tournant est connu comme la montée du *clasismo* : ils tentent de former une nouvelle idée de classe fondée sur l'auto-identification comme travailleur, plutôt que

comme *empleado* ou classe moyenne. Toutefois, cette unification ne s'est pas produite en pratique à cause de l'immensité idéologique de cette tâche (Parker, 1998, p. 218).

Par les années 1970 et 1980, les privilèges traditionnels des *empleados* sont de plus en plus menacés. En plus de la justification pour de différents droits, l'idée quasi de caste de la classe moyenne tombe en disgrâce dans l'opinion publique (Parker, 1998, p. 227). Peu à peu, les avantages spécifiques du statut d'*empleado* disparaissent et la distinction perd beaucoup de sa valeur dans la définition des classes sociales péruviennes. En même temps, un plus grand nombre d'*obreros* sont élevés au statut d'*empleado* et un nombre croissant d'*empleados* traditionnels sont relégués à ce que Parker appelle des « dead-end, low-status office jobs » (1998, p. 231). Par conséquent, l'importance de la loi des *empleados* diminue. Toutefois, l'influence culturelle de cette loi, en ce qui concerne la définition de la classe moyenne et la division de la main-d'œuvre péruvienne, existe toujours.

Liens avec la critique marxiste : « diviser pour régner »

Comme indiqué antérieurement, l'approche marxiste soutient que les employeurs tentent d'affaiblir la solidarité des travailleurs en créant des hiérarchies artificielles d'emplois et en encourageant des divisions horizontales; l'État encourage cette division en créant des distinctions légales entre les types de travailleurs. Reflétant le statut d'*empleado*, Meiksins estime que le professionnalisme joue un rôle important de contrôle social en créant un fort sens de distinction, de droits à des privilèges spéciaux et de respect; autrement dit, le professionnalisme engendre une forte conscience de statut. Il peut aussi offrir une protection temporaire aux conséquences

négatives du travail salarié en justifiant le droit à l'autonomie et à des récompenses matérielles accrues pour les professions (Meiksins, 1986, p. 115).

Parker souligne qu'ayant examiné la loi des *empleados*, des étudiants péruviens l'ont décrite comme une stratégie par l'État de « diviser pour régner » la classe ouvrière péruvienne. Parker soutient que la loi n'a pas été conçue avec ce but, puisque cet élément n'est pas survenu dans les débats parlementaires précédant l'adoption de la loi (on peut se demander si un débat parlementaire serait aussi franc quant à des intentions de « diviser pour régner » la main-d'œuvre). Toutefois, Parker estime que si l'on observe sa mise en œuvre au cours des décennies qui suivent, le scénario de « diviser pour régner » devient plus convaincant (Parker, 1998, p. 128). Parker démontre que l'utilisation de la loi afin de diviser la main-d'œuvre est mise en pratique dès le début :

When *empleado* legislation was first enacted, many employers did everything they could to classify borderline and not-so-borderline personnel as *obreros*. This was clearly anything but a strategy of using grants of *empleado* status to co-opt loyal workers and sow division within the labor force (Parker, 1998, p. 129).

L'utilisation de la loi pour diviser la main-d'œuvre (et la résistance collective) a aussi une influence occidentale. Parker maintient que la distinction entre l'*empleado* et l'*obrero* s'accorde très bien avec les nouvelles techniques de gestion du personnel innovées par les corporations américaines après la Deuxième Guerre mondiale et exportées en Amérique latine dans les années 1950 et 1960. D'après Parker, ces stratégies « ... emphasized the creation of a minutely graded system of internal stratification, where each job had a strict hierarchical ranking reflected of internal stratification » (Parker, 1998, p. 129). Ce système encourageait l'illusion et, à un degré

moins important, la réalité de mobilité : la promotion à *empleado* étant la culmination d'une carrière de travail manuel réussi (Parker, 1998, p. 130).

Un des effets les plus importants de cette division entre *obrero* et *empleado* est la tendance des travailleurs de s'organiser dans des syndicats séparés. La loi n'interdit pas formellement de syndicats représentant les deux, mais les gouvernements péruviens ont souvent fait appel à la loi afin de décourager leur unification. De plus, les *empleados* et les *obreros* étaient couverts par des systèmes légaux différents et gérés des bureaucraties de sécurité sociale et de main-d'œuvre distinctes. En temps de conflit, l'existence de syndicats séparés a certainement été à l'avantage des capitalistes, car elle était un outil de division des travailleurs et d'affaiblissement de la résistance collective (Parker, 1998, p. 131).

L'idée d'une strate privilégiée au sein de la main-d'œuvre ressemble à la théorie marxiste-léniniste de l'aristocratie ouvrière. L'aristocratie ouvrière survient lorsque les circonstances économiques du capitalisme rendent possibles des concessions importantes au prolétariat, au sein duquel une certaine strate de travailleurs, de par leurs compétences, leur rareté, leur puissance organisationnelle, etc., établit des conditions particulièrement meilleures pour eux comparativement à celles des autres (Moorhouse, 1978, p. 62). Comme avec la classe moyenne et le professionnalisme, selon Moorhouse, l'aristocratie ouvrière est une création consciente de la bourgeoisie capitaliste, utilisée afin de contenir et de maîtriser les montées du radicalisme ouvrier (1978, p. 64). Comme l'explique Moorhouse, « Authority at work was buttressed by 'the bribe', i.e. higher wages, available from Imperialism and by the [labour] aristocrats' move into their own, distinct culture, marked by temperance, adult education and participation in the co-operative movement » (1978, p. 66).

Dans sa forme originale, la distinction entre *obrero* et *empleado* est survenue d'une vision de la classe moyenne que les *empleados* avaient promue avec succès depuis 1919 : l'idée que les *empleados* et les *obreros* étaient différentes sortes de personne, avec différents besoins. À partir de 1950 et 1960, les employeurs et le gouvernement péruvien ont commencé à tirer pleinement avantage de la distinction légale afin de diviser les travailleurs et d'affaiblir leur militantisme (Parker, 1998, p. 133). Dans le court terme, les employés de bureau ont profité de leur statut de classe moyenne non seulement en matière de prestige culturel, mais aussi en fait d'avantages sociaux consolidés légalement. Du côté des capitalistes, ils ont su profité de la division de la main-d'œuvre et de leurs syndicats longtemps après que la loi a cessé d'être particulièrement bénéfique à la classe moyenne.

Conclusion

Comme indiqué dans l'introduction, l'Amérique latine est la région ayant le plus haut taux d'iniquité économique au monde. Beaucoup d'espoir a été placé sur la classe moyenne latino-américaine en ce qui concerne le développement de ces pays sous-développés. Malgré l'avènement d'une classe moyenne de plus en plus établie dans la région, l'iniquité reste marquante. La division de la main-d'œuvre en une classe moyenne et une classe ouvrière n'est sûrement pas le seul facteur de cette iniquité et de ce sous-développement. Toutefois, comme nous l'avons vu dans le cas du Pérou, l'idée de la classe moyenne procure l'apparence d'une meilleure mobilité sociale et d'une meilleure distribution de la richesse. Par conséquent, elle offre aussi un sens de statut que cette classe veut maintenir. Les ouvriers et les employés de bureau ne se perçoivent donc pas comme une classe unie contre le capital. L'idée de la classe

moyenne sert donc à apaiser les masses afin de maintenir une société capitaliste à l'avantage démesuré de l'élite.

CONCLUSION

Le bourgeois comme agent du progrès est un thème commun dans les récits du développement capitaliste. Selon Wood, nous sommes tellement accoutumés à l'identification de *bourgeois* avec *capitaliste* que les présuppositions qui permettent cet amalgame nous sont maintenant invisibles. Originellement, le mot *bourgeois* signifiait quelqu'un n'ayant pas de statut de noble qui devait travailler pour survivre en utilisant son intelligence plutôt que sa force physique. L'usage original ne fait aucune allusion au capitalisme. La convergence entre « capitaliste » et « bourgeois » a été implantée dans la culture occidentale par les conceptualisations du progrès qui confluaient le développement britannique avec la Révolution française (dans laquelle on estime que la bourgeoisie a eu un rôle important), créant une image composée du changement historique. Wood approfondit :

In the slippage from town-dweller to capitalist via the merchant that occurs in the later uses of 'bourgeois', we can follow the logic of the commercialization model¹⁵: the ancient town-dweller gives way to the medieval burgher, who in turn develops seamlessly into the modern capitalist. As a famous historian has sardonically described this process, history is the perennial rise of the middle class (2002, p. 14).

Comme le terme « développement », le mot « bourgeois » est un mot plastique. Ce mot est fréquemment utilisé de façon interchangeable avec classe moyenne dans les ouvrages portant sur les classes sociales. Ceci reflète le lien entre l'idée de la classe moyenne et le capitalisme. La classe moyenne est tellement identifiée au capitalisme qu'elle se défait de l'influence qu'elle

¹⁵ Comme mentionné dans l'introduction, le modèle de commercialisation explique l'origine du capitalisme comme résultat naturel de pratiques humaines (Wood, 2002, p. 11).

l'idée de la classe moyenne dans l'idéologie du développement, il faudrait aussi se défaire du capitalisme, car selon la supposition commune, « ... *modernity equals bourgeois society equals capitalism* » (Wood, 2002, p. 190).

Le but global de cette thèse n'est pas de cibler une définition précise de ce qu'est la classe moyenne (il existe déjà une multitude de manières qualitatives et quantitatives par lesquelles la définir), mais plutôt de la comprendre comme concept idéologique. Il est vrai qu'en comparaison aux sociétés capitalistes n'ayant pas une classe moyenne robuste, les sociétés capitalistes renfermant une classe moyenne importante ont une meilleure redistribution de la richesse. Toutefois selon le modèle marxiste, qui ne perçoit pas le capitalisme comme étant la seule option économique possible, la classe moyenne est un concept idéologique qui aide à diviser la classe populaire afin de maintenir une distribution de la richesse qui reste grandement favorable aux capitalistes.

L'idée de la classe moyenne empêche la solidarité des travailleurs en les divisant : les hiérarchies subjectives d'emplois, de possessions, de revenu, etc. créent un genre de contrôle social basé sur le statut plutôt que sur la situation de classe par rapport aux moyens de production. Les divisions créent l'illusion de possibilités d'escalader l'échelle sociale, atténuant l'exploitation que vivent les travailleurs. Au Pérou, ces divisions donnaient espoir aux *obreros* de pouvoir un jour accéder au statut d'*empleado*. Elles se sont ensuite concrétisées par la formation de syndicats distincts qui à leur tour affaiblissaient la solidarité entre travailleurs à l'avantage de l'État et des capitalistes. Le conflit entre les travailleurs et les capitalistes est masqué par un soi-disant « conflit » entre la classe ouvrière et la classe moyenne qui se focalise sur leur consommation plutôt que sur leur relation par rapport aux moyens de production.

La pacification de la classe populaire est particulièrement importante en Amérique latine, la région la plus inéquitable au monde. Symboliquement, la présence d'une classe moyenne contribue à donner l'impression d'une plus grande égalité dans la région que ce qui existe vraiment. Politiquement, comme nous l'avons vu dans le cas du Pérou au début du 20^e siècle, elle permet de diviser les travailleurs et de maintenir des politiques qui favorisent les capitalistes. L'État joue un rôle dans la pacification des travailleurs en accordant à un petit nombre des meilleurs *life chances*, ce qui donne espoir au reste des travailleurs de pouvoir eux aussi jouir un jour des mêmes avantages. Par conséquent, on ne revendique pas une meilleure redistribution de la richesse.

Dans le domaine du développement, la supposition courante selon laquelle une société développée possède une classe moyenne robuste a aussi été appliquée au développement en Amérique latine. Dans le passé, l'absence d'une classe moyenne latino-américaine importante était fréquemment soulevée comme cause et preuve du sous-développement de la région. Aujourd'hui, les organisations économiques promouvant le développement, tel que l'OCDE, estiment que la classe moyenne sera un pilier du développement capitaliste en Amérique latine et qu'elle aidera à la reprise économique.

On constate l'influence qu'a eue l'idée de la classe moyenne sur le concept des classes sociales en Amérique latine, car même si la majorité des Latino-américains ne qualifieraient pas comme membres de la classe moyenne, le mode de vie et la culture de classe moyenne sont répandus et souhaités. Le concept américain de la classe moyenne (particulièrement dans sa tendance de consommateurisme), tout comme sa vision du développement, a été importé et mis en pratique en Amérique latine.

Comme nous avons vu au troisième chapitre, malgré l'adoption en Amérique latine d'un langage de classe qui a permis l'incorporation de l'idée de la classe moyenne dans la société latino-américaine, la conception des classes sociales en Amérique latine reste toujours influencée par son passé. La société latino-américaine anciennement organisée par rangs ou castes a marqué leur concept de la classe moyenne. Cependant, l'idée corollaire et courante en Amérique latine que la classe moyenne est obligée de vivre un certain niveau de consommation afin de maintenir son mode de vie, n'est pas propre à cette région. La supposition que la classe moyenne doit maintenir un certain niveau de consommation s'observe aussi dans les pays développés, influencés par les nombreuses théories de développement qui associent le rôle de consommateur de la classe moyenne à la croissance économique.

Un rôle de la classe moyenne dans l'idéologie du développement est de justifier l'expansion du développement capitaliste. On attribue la présence grandissante d'une classe moyenne au développement, accordant à ce dernier les connotations positives associées à la classe moyenne (de société moderne et équilibrée), ce qui par conséquent aide à justifier le capitalisme et les iniquités qui y sont intrinsèques. Le concept de la classe moyenne permet donc de répandre l'idéologie du développement de la croissance économique comme solution aux iniquités dans la population des pays sous-développés. Si la classe moyenne est inhérente au capitalisme et le capitalisme est inné et naturel, la présence d'une classe moyenne démontre donc un progrès naturel dans le développement et la modernisation d'un pays.

Les rapports portant sur le déclin de la classe moyenne en Amérique du Nord (et même en Amérique latine) suggèreraient que sa présence ne serait pas aussi nécessaire que l'on supposerait afin de maintenir une société capitaliste. De plus, l'idée que le consummateurisme de la classe moyenne est un pilier de l'économie capitaliste va à l'encontre de la théorie marxiste

qui estime que le pilier de l'économie capitaliste est l'exploitation du prolétariat (*wage labour*). Cependant, la culture de consommation qui est associée au capitalisme et à la classe moyenne est un pilier de ce système dans le sens qu'elle aide à masquer les iniquités en faveur des capitalistes. La distribution de la richesse devient une matière qui est mesurée par la consommation et non d'après les relations aux moyens de production. Néanmoins, se fixer sur les objets que possèdent les autres classes ne change pas les relations structurelles de ces classes : « The working class still has to sell its labor power to the owning class » (Ebert et Zavarzadeh, 2004).

Il n'est pas rare de voir des proclamations que le concept de classe est dépassé, car notre société a prétendument évolué au-delà des classes. Il existe une peur du concept de classes qui incite diverses personnalités à proclamer que tout le monde est de classe moyenne (Ebert et Zavarzadeh appellent ceci « one-class classlessness ») ou que les classes sont mortes. Cette peur survient du fait que le concept de classes force une confrontation avec le fait que les disparités sociales ne sont pas exceptionnelles, causales ni accidentelles, mais plutôt inhérentes au capitalisme. Reconnaître que le concept de classes est toujours pertinent nécessite la reconnaissance que la richesse d'une minorité est le résultat direct de l'exploitation de la main-d'œuvre de la majorité. Par conséquent, le concept de classes doit être discrédité ou au moins marginalisé dans les discussions sociales (Ebert et Zavarzadeh, 2004).

Les sociétés capitalistes (que le développement renforce et étend) voilent les aspects économiques des classes en traduisant les classes en un statut culturel et un mode de vie. La théorie d'embourgeoisement, où la classe ouvrière accède à la classe moyenne, est basée sur le consommateurisme de la classe moyenne. L'insistance sur la consommation comme indicateur de liberté et d'égalité obscurcit la vraie source des iniquités sociales. Ainsi, la classe moyenne

donne l'illusion de stabilité idéologique chez les travailleurs qui sont économiquement à risque sous le capitalisme, empêchant par conséquent les agitations chez les travailleurs, ce qui pourraient mener à des revendications pour la redistribution de la richesse (Ebert et Zavarzadeh, 2004).

Une consommation équivalente entre deux personnes les rend supposément égales. C'est selon cette logique que tout le monde est considéré de classe moyenne, car l'identité est formée par les relations sociales de la consommation. Maintenant, l'égalité de consommation équivaut à l'égalité sociale. Toutefois, cette logique ne tient pas compte du fait que ces deux personnes doivent travailler un différent nombre d'heures afin de pouvoir se payer les mêmes objets. Comme l'expliquent Ebert et Zavarzadeh, la classe dans la société capitaliste :

... is neutralized as an economic category and turned into a matter of refinement, subtlety, graciousness, urbanity, and connoisseurship of the delectable. As an expression of taste and lifestyle, this neutered class is actually seen as adding to the diversity and richness of social life instead of being a social problem that should be eliminated (2004).

Sans le concept de la classe moyenne, il est plus facile de percevoir l'iniquité et l'exploitation inhérentes au capitalisme. Et tant que les gens croient dans l'idée de la classe moyenne, ils continuent de penser qu'ils pourront avancer dans la société simplement en travaillant fort. Toutefois, l'égalité est une question de production et non de consommation, car la valeur est produite par la main-d'œuvre (Ebert et Zavarzadeh, 2004). Comme souligné dans l'introduction, Rist soutient que critiquer le développement veut dire critiquer les suppositions de notre système économique et la raison d'être de la croissance. Remplacer la critique du développement par une critique du concept de la classe moyenne incite aussi un questionnement de ces mêmes suppositions.

En discutant de la période d'avant la Deuxième Guerre mondiale, qui selon Rist a ouvert la voie au développement (incluant la colonisation), Rist proclame qu'« avant d'exploiter, il faut baliser, inventorier, classer » (2007, p. 122). Ceci s'applique tout aussi bien au rôle que l'idée de la classe moyenne joue dans l'idéologie du développement. En classifiant certains travailleurs dans la classe moyenne et d'autres dans la classe ouvrière, le capitalisme peut plus facilement les exploiter en divisant la solidarité et masquant leur situation de classe réelle.

Wood énonce qu'un élément clé du concept que le capitalisme est inévitable, ce sont les suppositions (explicites ou implicites) sur la nature humaine et sur la façon dont les humains se comporteraient ayant l'occasion (2002, p. 5). La posture de cette thèse étant établie quant à la nature de la classe moyenne et du développement capitaliste, l'énoncé de Wood suscite la question suivante : est-ce que l'exploitation et l'iniquité sont donc eux aussi inhérentes dans la nature humaine? Dans ce cas, critiquer le rôle que l'idée de la classe moyenne joue dans l'idéologie du développement ne permet pas simplement de critiquer le capitalisme, mais aussi le pessimisme qui semble être inhérent à ce dernier.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMOVSKY, Ezequiel (2005). « Aristotle, Diderot, Liberalism and the idea of the 'Middle Class': a comparison of the two contexts of emergence of a metaphorical formation », *History of Political Thought*, vol. 16, n° 2, p. 303-33.
- ADAMOVSKY, Ezequiel (2010). « Before Development Economics: Western political economy, the 'Russian case', and the first perceptions of economic backwardness (from the 1760's until the mid-nineteenth century », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 32, n° 3, p. 349-376.
- ANDERSON, Kevin B. (2010). *Marx at the Margins: on nationalism, ethnicity, and non-western societies*, Chicago, The University of Chicago Press, 319 p.
- ANDREW, Edward (1975). « Marx's Theory of Classes: Science and Ideology », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 8, n° 3, p. 454-466.
- ARCHER, Patrick et Ryan Orr (2011). « Class Identification in Review: Past Perspectives and Future Directions », *Sociology Compass*, vol. 5, n° 1, p. 104-115.
- ATWOOD, Roger (2001). « Democratic Dictators: Authoritarian Politics in Peru from Leguía to Fujimori », *SAIS Review*, vol. 21, n° 2, p. 155-176.
- BARBALET, J.M. (1986). « Limitations of Class Theory and the Disappearance of Status: the Problem of the New Middle Class », *Sociology*, vol. 20, n° 4, p. 557-575.
- BIRDSALL, Nancy (2010). « The (Indispensable) Middle Class in Developing Countries; or, The Rich and the Rest, Not the Poor and the Rest », *Center for Global Development*, p. 1-36.
- BLUMIN, Stuart M. (1989). *The Emergence of the Middle Class: Social experience in the American city, 1760-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 434 p.
- BREEN, Richard. « Foundations of a Neo-Weberian Class Analysis », p. 1-17, <<http://www.ssc.wisc.edu/~wright/Chapter%20%20--%20Breen%20Jan%202004.pdf>> (page consultée le 15 septembre 2010).
- BRENNER, Johanna (2002). « Intersections, Locations, and Capitalist Class Relations: Intersectionality from a Marxist Perspective », dans HOLMSTROM, Nancy. *The Socialist Feminist Project: a contemporary reader in theory and politics*, New York, Monthly Review Press, p. 337-348.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (2009). « Amérique latine : de l'interprétation nationaliste à l'interprétation de la dépendance », *Revue Tiers Monde*, n° 199, p. 533-546.

- BROWN, Heather A. (2010). « Multilinearism, Contingency, and Resistance: Reevaluating Marx on Historical Development in Precapitalist Societies », *New Political Science*, vol. 32, n° 3, p. 345-366.
- (2009). « Burgeoning Bourgeoisie: a special report on the new middle classes in emerging markets », *The Economist*, vol. 390, n° 8618, p. 4.
- BURRIS, Val (1986). « Discovery of the New Middle Class », *Theory and Society*, vol. 15, n° 3, p. 317-349.
- CAMFIELD, David (2004/05). « Re-Orienting Class Analysis: Working Classes as Historical Formations », *Science and Society*, vol. 68, n° 4, p. 421-446.
- CAMMACK, Paul (2004). « What the World Bank Means by Poverty Reduction, and Why it Matters », *New Political Economy*, vol. 9, n° 2, p. 189-211.
- CARDOSO, F.H. et Enzo Faletto (1978). *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris, Presse universitaires de France, 222 p.
- CARDOSO, F. H. et Enzo Faletto (1979). *Dependency and Development in Latin America*. Berkeley, University of California Press, 227 p.
- CHAN, Tak Wing and John H. Goldthorpe (2007). « Class and Status: The Conceptual Distinction and Its Empirical Relevance », *American Sociological Review*, vol. 72, n° 4, p. 512-532.
- COWEN, M.P. et R.W. Shenton (1996). *Doctrines of Development*, New York, Routledge, 554p.
- CURRY-STEVENSON, Ann (2008). « Building the Case for the Study of the Middle Class: shifting our gaze from margins to center », *International Journal of Social Welfare*, vol. 17, n° 4, p. 379-389.
- DAVIS, Diane E (2004). *Discipline and Development: Middle Classes and Prosperity in East Asia and Latin America*, New York, Cambridge University Press, 421 p.
- DESAI, Radhika (2009). « Theories of Development », dans BEAUDET, Pierre et collab. *Introduction to International Development: Approaches, Actors and Issues*, Don Mills (Ont.), Oxford University Press, p. 45-65.
- EBERT, Teresa L. et Zavarzadeh, Mas'ud (2004). « ABC of Class », *Nature, Society and Thought*, vol. 17, n° 2, p. 133-141.
- ENGELHART, Neil A (2003). « Democracy and the Thai Middle Class: Globalization, Modernization, and Constitutional Change », *Asian Survey*, vol. 43, n° 2, p. 253-279.

- FERRARO, Vincent (1996). « Dependency Theory: an introduction », http://marriottschool.byu.edu/emp/WPW/pdf/class/Class_6-The_Dependency_Perspective.pdf (page consultée le 18 mars 2011).
- GILBERT, Dennis (2007). *Mexico's Middle Class in the Neoliberal Era*, Tucson, The University of Arizona Press, 141 p.
- GILMAN, Nils (2003). *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 329 p.
- GURRIA, Angel (2001). « Latin America in 2011: How middle class is Latin America? », *Organisation de Coopération et de Développement Économique* http://www.oecd.org/document/13/0,3746,en_21571361_44315115_46592909_1_1_1_1,00.html (page consultée le 30 janvier 2011).
- HOFFMAN, Kelly et Miguel Angel Centeno (2003). « The Lopsided Continent: Inequality in Latin America », *Annual Review of Sociology*, vol. 29, n° 2, p. 363-390.
- JOHNSON, Robert D. (2003). *The Radical Middle Class: Populist Democracy and the Question of Capitalism in Progressive Era Portland, Oregon*, Princeton, Princeton University Press, 416 p.
- KAY, Cristobal (1989). *Latin American Theories of Development and Underdevelopment*, New York, Routledge, 295 p.
- LARRAIN, George (1989). *Theories of Development*, Cambridge, Polity Press, 252 p.
- LEYS, Colin (1996). « The Rise and Fall of Development Theory », Indianapolis, Indiana University Press, 205 p.
- LIECHTY, Mark (2003). *Suitably Modern: making middle-class culture in new consumer society*, Princeton, Princeton University Press, 289 p.
- LIPSET, Seymour Martin (1981). *Political Man: The Social Bases of Politics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 586 p.
- LIPSET, Seymour Martin et Solari, Aldo E (1967). *Elites in Latin America*, London, Oxford University Press, 531 p.
- LITTRELL, Jill et collab. (2010). « Why You Should Care About the Threatened Middle Class », *Journal of Sociology and Welfare*, vol. 37, n° 2, p. 87-113.
- MANZO, Kate (1991). « Modernist Discourse and the Crisis of Development Theory », *Studies in Comparative International Development*, vol. 26, n° 2, p. 3-36.

- MARX, Karl (1973). *Le capital : critique de l'économie politique, livre troisième*, Paris, Éditions Sociales, 322 p.
- MARX, Karl (1975). *Karl Marx, Frederik Engels: collected works*, New York, International Publishers, 852 p.
- MARX, Karl (1985). *Le capital : livre I, sections V à VIII*, Paris, Flammarion, 274 p.
- MARX, Karl et Frederik Engels (2004). *The Communist Manifesto*, Peterborough, Broadview Editions, 2004, 256 p.
- MCLAREN, Peter et Valerie Scatamburlo-D'Annibale (2003). « The Strategic Centrality of Class in the Politics of 'Race' and 'Difference' », *Cultural Studies – Critical Methodologies*, vol. 3, n° 2, p. 148-175.
- MCMICHAEL, Philip (2008). *Development and Social Change*, Los Angeles, Pine Forge Press, p. 25-53.
- MCMICHAEL, Philip (2010). *Contesting Development: Critical Struggles for Social Change*, New York, Routledge, 269 p.
- MCNALLY, David (1993). « E.P. Thompson: class struggle and historical materialism », *International Socialism Journal*, n° 61.
- MEIKSINS, Peter (1986). « Beyond the Boundary Question », *New Left Review*, n° 157, p. 101-120.
- MENDEZ, Maria Luisa (2008). « Middle class identities in a neoliberal age: tensions between contested authenticities », *The Sociological Review*, vol. 56, n° 2, p. 220-237.
- MOORHOUSE, H.F. (1978). « The Marxist Theory of Labour Aristocracy », *Social History*, vol. 3, n° 1, p. 61-82.
- PACKENHAM, Robert A (1987). « Plus ça change...: The English Edition of Cardoso and Faletto's Dependencia y Desarrollo en America Latina », *Latin American Research Review*, vol. 17, n° 1, p. 131-151.
- PARKER, David. S. (1998). *The Idea of the Middle Class: White-Collar Workers and Peruvian Society, 1900- 1950*, University Park, Pennsylvania State University Press, 266 p.
- PARKER, David. S. (2005). « Middle-Class Mobilization and the Language of Orders in Urban Latin America », *Journal of Urban History*, vol. 31, n° 3, p. 367-381.
- PARKIN, Frank (1979). *Marxism and Class Theory: a bourgeois critique*, New York, Columbia University Press, 217 p.

- PERRONS, Diane (2004). *Globalization and Social Change: People and Places in a Divided World*, New York, Routledge, 366 p.
- PORTES, Alejandro et Kelly Hoffman (2003). « Latin American Class Structures: Their Composition and Change during the Neoliberal Era », *Latin American Research Review*, vol. 38, n° 1, p. 41-82.
- RIST, Gilbert (2006). « Before Thinking About *What Next*: Prerequisites for alternatives », *Development Dialogue*, vol. 1, n° 7, p. 65-95.
- RIST, Gilbert (2007). *Le développement : croyance d'une histoire occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 483 p.
- ROBERTS, J.T. et Amy Hite (2000). *From Modernization to Globalization: Perspectives on Development and Social Change*, Oxford, Blackwell Publishers, 388p.
- ROMERO, Catalina (2001). « Globalization, Civil Society and Religion from a Latin American Standpoint », *Sociology of Religion*, vol. 62, n° 4, p. 475-490.
- ROSTOW, W.W. (1990). *The Stages of Economic Growth: A non-communist manifesto*, New York, Cambridge University Press, 272 p.
- TAYLOR, John G. (1979). *From modernization to modes of production: a critique of the sociologies of development and under-development*, London, MacMillan, 335 p.
- VALENZUELA, J. Samuel et Arturo Valenzuela. « Modernization and Dependency: Alternative Perspectives in the Study of Latin American Underdevelopment », *Comparative Politics*, vol. 10, n° 4, p. 535-557.
- WEBER, Max (1978). *Economy and Society: an outline of interpretive sociology*, Berkeley, The University of California Press, 1469 p.
- WOOD, Ellen Meiksins (1995). *Democracy Against Capitalism: Renewing Social Materialism*, New York, Cambridge University Press, 300 p.
- WOOD, Ellen Meiksins (2002). « Capitalism and Human Emancipation: Race, Gender and Democracy », dans HOLMSTROM, Nancy. *The Socialist Feminist Project: a contemporary reader in theory and politics*, New York, Monthly Review Press, p. 277-292.
- WOOD, Ellen Meiksins (2002). *The Origin of Capitalism: a longer view*. New York, Verso, 213 p.
- WRIGTH, Erik Olin (2009). « Understanding Class: Towards an Integrated Analytical Approach », *New Left Review*, n° 60, p. 101-116.

ZWEIG, Michael (2000). *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, Ithaca, Cornell University Press, 198 p.